

ÉTUDE CRITIQUE
DE LA
RÈGLEMENTATION ADMINISTRATIVE
DE LA
BOULANGERIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SOUTENUE PUBLIQUEMENT
DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT
Le Mercredi 21 Mars 1906, à 3 heures 1/2 du soir

PAR
Lucien LEGRIP

JURY D'EXAMEN	{	MM. BIVILLE, <i>professeur</i> , PRÉSIDENT DE LA THÈSE.	{	ASSESEURS.
		CABOUAT.		
		ALLIX,		

PONT-L'ÉVÊQUE
IMPRIMERIE C. SURVILLE

Rue Valencourt

—
1906

ÉTUDE CRITIQUE
DE LA
RÈGLEMENTATION ADMINISTRATIVE
DE LA
BOULANGERIE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉTUDE CRITIQUE
DE LA
RÈGLEMENTATION ADMINISTRATIVE
DE LA
BOULANGERIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Mercredi 21 Mars 1906, à 3 heures 1/2 du soir

PAR

Lucien LEGRIP

JURY
D'EXAMEN

MM. BIVILLE, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.
CABOUAT, }
ALLIX, } ASSESSEURS.



PONT-L'ÉVÊQUE
IMPRIMERIE C. SURVILLE

Rue Valencourt

1906

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année Scolaire 1905-1906

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJOU (I. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (☿, A. ☉), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. ☉, C. ✕, G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. ✕, L. ✕), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

MM. BIVILLE (I. Q), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. Q), professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR (A. Q), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, professeur d'*Histoire du Droit français*, et chargé du cours d'*Histoire du Droit public français*.

ALLIX, professeur d'*Economie politique* et d'*Histoire des Doctrines économiques*, et chargé du cours de *Législation financière*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. Q), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. BIVILLE, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

CABOUAT,	}	ASSESEURS.
ALLIX,		

BIBLIOGRAPHIE

Le Livre des Métiers d'Etienne BOILEAU, publié par René DE LESPINASSE et François BONNARDOT, XIV-XVIII^e s. *Ordonnances générales. Métiers de l'Alimentation*, par René DE LESPINASSE.

SULLY. — *Sages et Royales Économies d'Estat*, 1634-1662.

CORRÉARD. — *Histoire de l'Europe et de la France depuis 1610 jusqu'en 1789* (2^e édition).

CORRÉARD. — *Histoire contemporaine 1789-1889* (2^e édit.). *Archives de la Préfecture du Calvados*. — Pièces concernant la disette de 1812 dans ce département. — Mercuriales.

Annuaire de la Boulangerie de Paris, publiés par le Syndicat de la Boulangerie de Paris.

Enquête sur la Boulangerie du département de la Seine ou Recueil de dépositions concernant les commerces du blé, de la farine et du pain, faites en 1859.

LE PLAY. — *Deuxième Rapport aux Sections réunies du Commerce et de l'Intérieur sur les commerces du blé, de la farine et du pain*, 1860.

Archives des Mairies de Bayeux, Lisieux, Vire et Pont-l'Évêque. — Arrêtés sur la taxe du pain.

Rapports d'Armand Béhic à Napoléon III concernant la boulangerie, publiés dans l'*Annuaire de la Boulangerie de Paris*, année 1893, page 222 et suivantes.

BIBLIOGRAPHIE

- LOUIS PASSY. — *Mélanges scientifiques et littéraires*. —
L'Approvisionnement de la Ville de Paris et la Question
des subsistances sous le Consulat et l'Empire.
- JEAN BARRAL. — *Le Blé et le Pain*. — *Liberté de la Boulangerie*, 1863.
- Compte-rendu du Congrès International de la Boulangerie
tenu à Paris en 1890.
- Compte-rendu du Congrès International de la Boulangerie,
tenu à Paris en 1900.
- Recueil des Actes administratifs de la Préfecture du
Calvados*, année 1903.
- Répertoire Alphabétique* de DALLOZ, V^o Boulangerie.
- Supplément au Répertoire Alphabétique* de DALLOZ, V^o Boulangerie.
- Chambre des Députés*. — 4^e Commission des pétitions
(février à mars 1896). — Rapport par M. Yves GUYOT,
député de la Seine, sur les pétitions de la boulangerie
française tendant à l'abrogation de l'article 30 de la
loi des 19-22 juillet 1791.
- Rapport de M. DUJARDIN-BEAUMETZ sur le projet de loi
Mougeot*.
- EDMOND VILLEY. — *Principes d'Economies politiques*
(2^e édition).



ÉTUDE CRITIQUE
DE LA
RÉGLEMENTATION ADMINISTRATIVE
DE LA
BOULANGERIE

Le Gouvernement n'a pas le droit de gêner
entre les concitoyens d'un même état la
liberté d'acheter et de vendre une denrée
nécessaire.

(CONDORCET. — *Lettres d'un Laboureur de
Picardie à M. de Necker*).

INTRODUCTION

Article 30. — « La taxe des subsistances ne pourra
« provisoirement avoir lieu dans aucune ville ou
« commune du Royaume, que sur le pain et la
« viande de boucherie, sans qu'il soit permis de
« l'étendre sur le vin, sur le blé, les autres
« grains, ni aucune espèce de denrée, et ce sous
« peine de destitution des officiers municipaux ».

Article 31. — « Les réclamations élevées par
« les marchands relativement aux taxes ne seront

« en aucun cas du ressort des Tribunaux de
« district ; elles seront portées devant le Directoire
« du Département qui prononcera sans appel ».

« Les réclamations des particuliers contre les
« marchands qui vendraient au-dessus de la taxe
« seront portées et jugées au Tribunal de police
« sauf l'appel au Tribunal de district ».

Telle est la teneur des articles 30 et 31 de la loi des 19 et 22 juillet 1791 qui régit encore actuellement le commerce de la Boulangerie en France.

Cette loi étant tombée en désuétude pour la boucherie, la boulangerie est donc la seule branche de commerce qui soit restée réglementée.

On peut se demander si, placé sous un régime de concurrence comme les autres commerçants — le boulanger ayant intérêt à vendre le plus bas prix possible — le bénéfice pour le vendeur comme pour l'acheteur ne serait pas plus sûrement déterminé par le libre jeu des forces concurrentes que par un arrêté municipal.

En outre, une loi qui laisse une aussi grande liberté aux Magistrats municipaux a dû les entraîner à faire de nombreuses réglementations ; ce sont celles-ci que nous nous proposons d'étudier dans leurs principes, leur application, leurs conséquences.

C'est une question doublement intéressante

puisque, d'une part nous nous trouvons en face de nombreux commerçants qu'une taxe mal établie peut léser dans leurs intérêts; d'autre part en face de la Société tout entière pour laquelle une bonne application du droit de taxer, voir même la question de son maintien ou de sa suppression, ont une importance capitale quand il s'agit d'une denrée de première nécessité comme le pain.

En un mot, notre but est de rechercher s'il existe des raisons suffisantes pour légitimer le droit de taxer une marchandise aussi indispensable que le pain, si l'on doit maintenir le droit de taxer tel qu'il existe actuellement; si l'on doit seulement lui faire subir des modifications ou au contraire le supprimer radicalement et proclamer la liberté absolue de la boulangerie.

Dans une première partie, nous étudierons la situation qui était faite à la boulangerie dans les siècles qui ont précédé la Révolution. car peut-être y trouverons-nous la justification et la légitimation du droit de taxer; nous verrons ensuite les modifications nombreuses qu'elle a subies dans le dernier siècle avant d'arriver à conquérir une liberté relative qui lui a été accordée par le décret du 22 juin 1863.

Dans une seconde partie, nous rechercherons si les nombreuses poursuites qu'exercent journal-

lement les Tribunaux contre les boulangers au sujet du poids des pains qu'ils ont dans leurs boutiques ou qu'ils livrent à leurs clients, sont suffisamment justifiées et si on ne devrait pas restreindre l'application de la loi du 27 mars 1854.

Avec la troisième partie, nous arriverons à la réglementation actuelle, c'est-à-dire à l'examen des différentes assiettes de la taxe et des modes variés de son application ; nous verrons également quel est le système adopté par les autres Etats.

Enfin, dans une quatrième partie, nous énumérerons les projets de loi qui ont été déposés dans le but de faire modifier par le Parlement notre régime actuel.

Nous concluerons alors soit au maintien de la taxe, soit à l'établissement de mesures intermédiaires, soit à son rejet.

PREMIÈRE PARTIE

ETUDE HISTORIQUE DE LA BOULANGERIE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

En étudiant l'histoire de la boulangerie, notre intention n'est pas de faire un exposé de recherches approfondies sur son établissement et son organisation proprement dite à travers les âges.

Peu nous importe, en effet, de savoir à quelle époque on a commencé à faire de la fabrication du pain, un commerce ; il serait d'ailleurs — croyons-nous — difficile de l'indiquer d'une façon précise, mais en tous cas, il est à supposer que dans les commencements de la civilisation, chaque famille a dû faire elle-même le pain nécessaire à sa consommation et que ce n'est qu'avec les progrès de cette même civilisation que la nécessité s'est faite sentir d'avoir des hommes s'occupant spécialement de panification.

Ce qui nous intéresse, c'est de savoir pourquoi la boulangerie, une fois qu'elle a constitué une véritable industrie, est devenue l'objet d'une réglementation de la part de l'administration, soit des seigneurs d'abord, des rois ensuite, et quelles ont pu être les causes étrangères à son organisation même — causes économiques ou politiques — qui ont justifié cette réglementation.

Nous laisserons de côté la période des invasions sur laquelle il est difficile de parler d'une manière précise, faute de documents, les historiens nous apprenant seulement que ces invasions ayant ruiné la Gaule, si fertile et si bien cultivée sous l'administration romaine, le pays fut en proie à de violentes famines pendant une longue suite d'années.

Nous commencerons donc notre étude à cette époque du moyen âge, où la France est divisée en une quantité de petits états sous la domination de seigneurs, indépendants les uns des autres et le plus souvent de la royauté elle-même ; à cette époque ou à l'intérieur de chacun de ces états existaient des communes presque complètement soustraites elles-mêmes à l'autorité du seigneur par suite de chartes qu'il a pu leur accorder ou de libertés qu'elles ont petit à petit conquises.

Au moyen-âge, venons-nous de dire, la France se trouve morcellée ; chaque seigneurie se trouve

complètement isolée de ses voisines ; le seigneur tout comme le roi a sa Cour, il est le chef de son royaume. Par suite, chacun de ces petits états a une vie autonome, une existence propre ; chacun devra subvenir à ses besoins de toute nature — à sa subsistance entre autres — car, s'il ne le peut, un voisin plus puissant le réduira sous sa domination au moment propice.

Par suite de l'étendue relativement peu grande de ces seigneuries, de mauvaises années pourront occasionner de mauvaises récoltes, d'où comme conséquences, des disettes, des famines.

Des gens pourront alors essayer, en prévision de ces mauvaises années, d'accaparer les récoltes quand elles seront abondantes et naturellement à bas prix pour les revendre avec bénéfices usuraires lorsque le moment sera venu.

En outre, les communications peu faciles, les rapports souvent tendus entre Etats voisins, enfin des difficultés de toute nature, empêcheront d'aller s'approvisionner là où la récolte sera abondante.

Ce sont là, croyons-nous, les premières causes de la réglementation de la boulangerie ; mais, dira-t-on, elle fut astreinte à de certains règlements, comme tous les autres corps de métiers l'étaient également ; c'est vrai, mais, les autres ne l'eussent-ils pas été, que pour elle, le besoin s'en serait fait sentir, car le seigneur pour conserver son autorité

devait avant tout pouvoir assurer la nourriture à ses sujets.

Dans la suite, les seigneurs se verront peu à peu dépouillés de leur autorité par les communes, qui à leur tour deviendront des agglomérations importantes, isolées les unes des autres et forcées de se suffire à elles-mêmes ; là encore, la réglementation s'imposera, car nous nous trouverons en face de groupements beaucoup moins importants en étendue que les seigneuries et où le prix des denrées de première nécessité — comme le pain — sera sujet à des variations beaucoup plus grandes, suivant la bonne ou mauvaise récolte.

Enfin, la royauté s'affermira, reconquérera ses droits, sur les seigneuries et les communes et s'occupera elle-même de la réglementation pour tout le royaume

CHAPITRE II

LA BOULANGERIE DEPUIS LE XII^e SIÈCLE JUSQU'EN 1789 (1)

Au commencement du douzième siècle, les habitants faisaient cuire leur pain dans des fours banaux ou privilégiés ; ils ne pouvaient porter ailleurs leur farine et les boulangers eux-mêmes n'étaient pas exempts de cette servitude.

Cette banalité des fours et des moulins était même pour les particuliers une source de vexations de la part des seigneurs et abbés qui forçaient leurs vassaux non seulement à s'en servir mais encore à accepter les conditions qu'ils leur imposaient au gré de leur cupidité.

Avec Saint-Louis, apparaissent des réglemens

(1) Les textes que nous citerons ont été édités par M. de Lespinasse qui a fait précéder sa publication du Livre d'Etienne Boileau et des ordonnances relatives aux métiers de la ville de Paris d'études très documentées.

concernant les approvisionnements et la police de la boulangerie. Ce roi réunit toutes les classes ouvrières en confréries ou corporations et leur donne des statuts qui forment le *Livre des Métiers*, rédigé par Etienne Boileau, prévôt de Paris.

Le boulanger, ou taleménier, ainsi qu'on l'appelait alors, n'achetait pas sa farine, il se fournissait directement de blé, qu'il portait ensuite au meunier pour moudre, mais tout cela faisait l'objet des réglementations.

« Item les meusniers auront et prendront à Paris
« de mouldre un sestier de bled, XII deniers parisis
« et non plus ou ung boissel rez de bled qu'ils
« mouldront et s'ilz font le contraire, ilz l'amen-
« dront et rendront le dommaige à partie » (1).

De même pour les boulangers.

« Tous les taleméniers doivent faire denrées et
« demies et pains de 2 deniers bons et loiaus selon
« le marché qu'ils ont du bled » (2).

A cette époque, la taxe n'était pas organisée comme de nos jours, le prix du pain restait toujours le même ; ce qui faisait l'objet de fréquentes variations, c'était son poids, qui lui, augmentait ou diminuait suivant l'abondance ou la disette des récoltes.

(1). *Ordonnance du roi Jean II*, du 30 janvier 1351, titre V. a 2.

(2). Extrait du *Livre des Métiers* d'Etienne Boileau, publié par René de Lespinasse et François Bonnardot.

Plus tard seulement nous trouvons la taxe établie sur les bases actuelles.

« Item et que doresnavant sera fait le pain faitiz,
« cuit et bien essuyé, de demye livre, d'une livre et
« de deux livres, lequel priz demourra toujours
« ferme et estable à quelque pris, que le blé soit.

« Item tous les diz boulengiers et chacun d'eulx
« seront tenus d'avoir à leurs fenestres, balances et
« poids pour peser le dit pain sur peines d'amende
« arbitraire. » (1),

Philippe-le-Bel s'était aussi occupé des boulangers.

« Item nous ordenons et voulons que chacun de
« Paris ou à Paris demeurant puisse pain faire et
« fourner en sa maison et vendre à ses voisins, en
« faisant pain souffisant et raisonnable et en païant
« les droitures accoutumées.

« Item nous ordenons que touz les jours de la
« semaine quelconquesouldra, puisse apporter à
« Paris, pain et blé et toutes autres vitailles et
« vivres à vendre seurement et paisiblement ». (2).

Ce qui semblerait faire croire qu'une liberté assez grande était laissée, mais nous la voyons réduite et strictement limitée dans une lettre du prévôt de Paris du 14 avril 1367.

(1). *Lettres patentes de Charles VII*, du 17 septembre 1439.

(2). *Ordonnance de Philippe-le-Bel*, du 18 avril 1305.

« Après avoir consulté les notables et les jurés
« de Paris et les représentants des boulangers de
« Corbeil, Melun, Saint-Brice, Mont-Gison, Notre-
« Dame-des-Champs, Saint-Marcel, fut délivré et
« ordonné par nous ce qui en suit.

« C'est en savoir, sanz muer, ne diminuer en
« riens les ordonnances anciennes sur ce faites,
« quant à présent, les forains boulengiers apportans
« et vendeurs pain de la dite ville de Paris, aux
« jours et lieux accoutumez, pains de 4 deniers
« de taille et non de plus grand pris qui sera tout
« d'un pois, d'une farine et d'une valeur et subs-
« tance. Et se il est ainsi trouvé que les diz forains
« ou aulcun d'eux aient en bachoc, en sac, en
« corbeille ou en charrette autre pain meslé qui ne
« soit de la valeur de quatre deniers et tout d'un
« pois, d'une farine et d'une mesme substance, se
« ce n'est pain du pris de deux deniers, il perdra
« le pain et sera donné pour Dieu par le maistre
« du dit mestier selon l'ancienne ordonnance.

« Item que les diz boulengiers, tout le pain
« qu'ilz apporteront ou feront apporter en la dite
« Ville de Paris, pour vendre, seront tenus de
« vendre et détaillier en leurs personnes ou par
« leurs femmes et genz sans qu'ilz en peuvent
« aucune partie vendre en gros pour le revendre
» ne détaillier. — Et ne le pourront oster de la
« halle depuis ce que il y aura esté porté et mis

« pour vendre, ne le vendra plus chier, ne a plus
« grand prix de quatre deniers ou au dessoultz que
« affaire aura esté. — Et qui sera trouvé faisant le
« contraire, il perdra le pain comme dessus est dit.

« Item que nul ne soit si hardy de revendre ne
« regratter pain en la dite ville, sur peine de perdre
« le dit pain ou sa valeur (1) ».

Le *Livre des Métiers*, dont nous avons précédemment parlé et qui nous fournit le plus de renseignements sur l'organisation de la boulangerie à cette époque nous montre la corporation surveillée par douze jurés, choisis par le grand Pannetier du roi et chargés de faire exécuter les ordonnances ; mais ces jurés étaient gens du métier, et en cela les règlements étaient très logiques (2).

Il est vrai qu'il faut ajouter qu'ils ne l'avaient pas toujours été et que Jean-le-Bon par son ordonnance du 30 janvier 1351 avait décidé qu'ils ne seraient pas choisis parmi les taleméniers, mais avec Charles V nous les voyons réapparaître.

« Et nous avons entendu que plusieurs de nos
« subjectz s'efforcent de entreprendre la visitacion
« et cognoissance de aucuns des diz mestiers,
« vivres et marchandises en nostre dite ville,
« lesquelles choses appartiennent mieulz estre

(1). 14 avril 1367. *Lettres du Prévôt de Paris*, portant règlement pour les boulangers de Paris et des faubourgs.

(2). A XLIII. LII. du *Livre des Métiers*.

« tenues et gardées par un juge compettant que
« par plusieurs et diverses personnes et ce nous
« appartient de nostre droit royal pour le bien
« de la chose publique que nous désirons sur
« toutes choses estre bien et diligemment gouverné,
« mesmement en notre dicte ville qui est chief
« de nostre royaume et là ou tous doivent prendre
« bon exemple, nous vous mandons et estroitement
« enjoignons en commettant, se mettier est que
« vous defens vous faictes et faictes faire diligem-
« ment la visitacion de tous les dits mestiers » (1).

Au seizième siècle, nouveau changement. — Un arrêt du Parlement de Paris du 16 juillet 1511 en supprimant la corporation des boulangers décide que ce sont le prévôts de Paris et ses lieutenants qui chaque semaine « feront la visitacion des dits
« boulangers et rapporteront les faultes qu'ils y
« trouveront pour en faire telle pugnition que de
« raison et que des amendes qui seront adjudgées
« à cause des dites fautes, la moitié sera appliquée
« au Roy, et l'autre moitié à ceux qui rapporteront
« les dites fautes ».

La taxe est basée sur le prix du blé et non pas sur la farine et on compte seulement une certaine somme pour la mouture.

Pendant tout le XVIII^e siècle, cet état de chose

(1). *Lettres patentes de Charles V*, du 25 septembre 1372.

subsiste et les boulangers commencent déjà à protester contre l'établissement d'une taxe mal équilibrée (1) maires et échevins seront en discordes perpétuelles avec les boulangers, et, si l'édit de Turgot en 1776 supprime tous les corps et communautés d'artisans, ainsi que les maîtrises et jurandes, il n'en laisse pas moins subsister de nombreuses réglementations de la boulangerie.

(1). Au Mans par exemple, en 1748 les boulangers demandent la révision d'un tarif de vente qui datait de 1641. Voir à ce sujet : *La Communauté des Boulangers du Mans*, par A. Martin, Mamers 1891. Chap. V.

CHAPITRE III

SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE AVANT LA RÉVOLUTION DE 1789

Avant d'arriver à l'étude de la période révolutionnaire de laquelle est sortie la réglementation actuelle, il nous paraît utile après le rapide aperçu que nous venons de donner de quelques unes des principales règles concernant l'organisation interne de la boulangerie, de nous reporter en arrière et de voir quelle a été la situation économique de la France, pendant les siècles qui ont précédé la Révolution.

Les historiens nous apprennent que sous le règne de Charlemagne, vers 795, la disette fut extrême par toute la France et que le seul remède efficace que ce roi employa, fut l'établissement de *traites foraines* ou permissions de transporter des grains d'une province dans une autre sans payer les droits énormes que prélevaient ordinairement

les seigneurs ; mais, sous les faibles successeurs de Charlemagne, ceux-ci devenus propriétaires des lieux dont ils n'étaient d'abord que magistrats soit militaires soit civils causèrent par leur despotisme une grande perturbation dans le commerce des céréales.

Avant Saint-Louis (1215-1270) les baillis et sénéchaux avaient le pouvoir discrétionnaire de permettre ou d'empêcher la sortie des grains de leur ressort respectif. Ce prince s'efforça de mettre un terme à cet arbitraire et statua que les baillis et sénéchaux ne pourraient mettre obstacle à la sortie des grains et autres denrées de leur territoire que dans les cas de disette bien constatés.

En 1324, Charles IV dit le Bel s'inspirant des mêmes principes renouvela les prescriptions d'Etienne Boileau.

« Quiconque voudra par terre ou par yaü douce,
« pourra traire hors du royaume toutes fois et
« quantes il lui plaira, vivres et marchandises ;
« sur ce que pour cause des deffenses de traire
« et mener bleds, vins, hors du royaume, ils
« avaient moult grands deffault et nécessités de
« vivres et de marchandises (1) ».

Le roi Jean-le-Bon dans son ordonnance de 1350 qu'on peut considérer comme un règlement général

(1). *Ordonnance de Charles IV, dit le Bel, du 13 Décembre 1324.*

de la police du royaume et le complément des statuts de Louis XI donna à tous les Français la liberté de porter des blés par terre et par eau partout où ils voudraient et en tous temps.

A la fin du quatorzième siècle et pendant le quinzième siècle, il y eut de nombreuses disettes en France et les rois défendaient dans ces circonstances la sortie des grains du royaume ; c'est ainsi que Charles VI par une ordonnance du 14 août 1398, prohiba toutes les exportations.

Nous avons déjà parlé des traites foraines ou permissions écrites que les seigneurs accordaient à certains marchands de grains de transporter leurs denrées d'une province dans une autre moyennant une redevance ; or, quand les rois réussirent à s'affranchir après une longue lutte, du joug de la féodalité, ils créèrent des gouverneurs pour administrer les provinces et leur maintinrent le privilège exclusif de délivrer ces traites foraines qui auparavant émanaient des baillis et des sénéchaux.

Ces concessions commerciales occasionnèrent de fréquentes collisions entre les officiers du roi et les délégués des seigneurs.

François I^{er} soumit les traites foraines à des règles précises, et laissa aux gouverneurs des provinces le soin de les autoriser concurremment avec les premiers magistrats ; enfin le même roi établit la liberté des grains de province à province et les

marchands ne furent plus astreints à se munir de permissions (1).

Mais, les privilèges ne tardèrent pas à reprendre le dessus et Henri II rétablit les traites foraines par lettres. Les porteurs de ces titres au lieu de favoriser le commerce en général, s'approvisionnèrent dans les contrées où les transports étaient les plus faciles et laissèrent les autres dans l'abandon le plus complet, de sorte que d'un côté, on ne pouvait suffire aux demandes de grains tandis que de l'autre on ne trouvait aucun débouché pour l'excédent des produits.

Ces privilèges avaient fini par engendrer des abus et les porteurs de traites foraines devinrent accapareurs ; ils envoyèrent des grains à l'étranger lorsque certaines provinces de France en manquaient.

François II par une ordonnance du 20 décembre 1559 établit un bureau chargé de délivrer chaque année des lettres de traites foraines dont le nombre devait être proportionné à la quantité de grains que le bureau jugerait convenable d'expédier d'une province à une autre et même à l'étranger.

Charles IX dans un règlement général sur la police des grains promulgué le 4 février 1567 proclama la liberté de circulation pour les grains à l'intérieur.

(1). *Ordonnance de François I^{er}, du 20 juin 1539.*

« Nous voulons, est-il dit dans ce règlement,
« que le commerce des grains. le transport d'iceux
« soit libre de province à province du royaume ;
« que ces dits commerces et transports soient
« libres à un chacun, sans que l'on puisse y donner
« aucun empêchement et sans qu'il soit besoin de
« prendre congé des officiers gouverneurs ou
« capitaines des lieux, lesquels aussi ne pourront
« empêcher la dite liberté par quelque forme ou
« façon que ce soit ».

Henri III renouvela le même édit dans son règlement général du 21 novembre 1577 « la vente
« intérieure des grains est un des principaux
« moyens de faire venir argent des étrangers dans
« la bourse de nos sujets ».

Sous le règne de Henri IV, c'est-à-dire de 1590 à 1600, le blé fut toujours très cher.

Dès l'avènement de Louis XIII, grâce à la sage administration de Sully, il y eut baisse, mais dans la minorité orageuse de Louis XIV, il y eut de nouveau hausse très sensible.

Dans la suite, ce roi, suivant en cela les inspirations de Colbert, favorisa l'exportation des grains à l'étranger ; il diminua de moitié les droits de sortie en 1672 ; il les réduisit d'un quart au mois de novembre de la même année et les supprima totalement par arrêt du 25 avril 1673 sans s'inquiéter de voir passer à l'étranger une denrée superflue.

Colbert établit un ordre si bien entendu dans la délivrance des permissions pour traites foraines, que les provinces où les récoltes étaient très abondantes purent écouler sans entraves l'excédent de leurs produits ; il fit dispenser les grains exportés, de tout droit de sortie en temps de paix et ne les soumit qu'à la moitié des droits qu'on avait prélevés jusqu'alors au plus fort de la guerre.

Dans les années de disette, les exportations étaient sévèrement interdites et le gouvernement prenait les mesures les plus propres à encourager les importations exemptées aussi de tout droit.

Malheureusement, les longues guerres de Louis XIV avaient ruiné les campagnes à tel point qu'en 1675, le duc de Lesdiguières, gouverneur du Dauphiné informait Colbert « que la plus grande
« partie des habitants de la dite province, n'ont
« vécu pendant l'hiver que de pain, de glands et
« de racines et que présentement on les voit
« manger l'herbe des prés et l'écorce des arbres. (1).

La misère était à son comble en 1729. — Le gouvernement de Louis XV maintint les règlements antérieurs, surtout « l'Administration des blés du roi », instituée par Louis XIV. — Ce système consistait primitivement à établir des réserves pour

(1). CORRÉARD. *Histoire de l'Europe et de la France, depuis 1610 jusqu'en 1789*, page 90, seconde édition.

parer aux disettes des mauvaises années avec l'excédent des bonnes récoltes.

Quelques membres du Conseil objectaient avec raison que le gouvernement ne pouvait pas lui-même se faire marchand de grains ; mais la spéculation comptait des partisans parmi ses ministres et Louis XV ouvrit sur son Trésor un crédit pour cette opération.

Un premier bail signé par Orry, contrôleur des finances garantit le monopole des grains à une compagnie qui réalisa des bénéfices énormes affama la France et ouvrit cette triste période de notre histoire connue sous le nom de *Pacte de famine*.

La compagnie autorisée par ordonnance royale et opérant avec les fonds de l'Etat faisait au commerce une concurrence que celui-ci était incapable de soutenir. Aussi, ce monopole devint-il bientôt tout puissant, et à tel point que les achats et ventes de grains ne se firent plus que par ses agents.

Pendant toute la durée du règne de Louis XV, le peuple eut à souffrir de nombreuses disettes, en 1740, 1741, 1752, 1767, 1768, 1769, 1775, 1778 et 1789. (1).

Le commerce des blés était devenu l'objet des discussions des économistes ; Turgot, intendant de

CORRÉARD. *Histoire de l'Europe et de la France, depuis 1610 jusqu'en 1789.*

la province de Limoges, se posa en défenseur de la libre circulation des grains ; il avait été appelé au contrôle général des finances le 24 août 1774 par Louis XVI et réussit à faire rendre au conseil un arrêt en date du 13 septembre 1774 qui établit la libre circulation des blés dans le royaume, autorisa leur importation mais ajourna la liberté d'exportation.

Turgot estimait que la circulation des blés a tout avantage à être abandonnée à l'entremise du commerce laissé à lui-même « et non à l'intervention du gouvernement qui connaît plus tard et « moins exactement les besoins et les ressources « et dont les opérations se font d'une manière plus « dispendieuses ». (1).

Maheureusement, ces réformes en supprimant des abus et des privilèges provoquèrent un vif mécontentement.

En 1773, la cherté des grains occasionna des troubles à Dijon, à Pontoise, dans les campagnes voisines de Paris, à Versailles, à Paris, à Auxerres, à Amiens. — Les accapareurs de blé que la liberté de la circulation gênait dans leur trafic, persuadèrent au peuple que l'édit de Turgot était cause de cette élévation des prix. Les émeutiers pillèrent

(1). *Œuvres de Turgot*, édition Daire, t. II.

des farines à Versailles et des boutiques de boulangers à Paris.

Devant l'opposition du Parlement le roi fut obligé de renvoyer Turgot et ses édits furent rapportés (2).

Louis XVI montant sur le trône avait trouvé le peuple affamé et cette pénible situation devait se prolonger jusqu'à la Révolution.

.

Ainsi que nous venons de le voir, presque tous les rois de l'ancienne monarchie ont d'abord cherché à supprimer les barrières qui pouvaient entraver la libre circulation des blés dans les différentes provinces du royaume ; les nombreuses ordonnances qu'ils prirent si fréquemment à ce sujet nous sont un témoignage certain des résistances qu'ils eurent à combattre, et qui sans cesse renaissaient.

D'un autre côté, les moyens de circulation et de transport étaient très rudimentaires, et il fallait parfois des mois pour permettre à un convoi de blé d'arriver à destination — expédié qu'il était d'une région où la récolte avait été abondante pour parvenir dans une province souffrant de famine. Et encore, n'y arrivait-il pas toujours, car, il avait d'abord à lutter contre les voleurs, dont une police

(2). CORRÉARD. — *Histoire de l'Europe et de la France depuis 1610 jusqu'en 1789*, page 403. Seconde édition.

souvent insuffisante ne pouvait les préserver, ensuite contre les accidents imprévus qui pouvaient surgir en cours de route.

On peut maintenant s'expliquer pourquoi les disettes se répétaient si souvent, quand surtout venaient encore s'ajouter des difficultés extérieures et des guerres très fréquentes et très longues.

Par suite, nous ne pouvons faire que trouver naturels et même légitimes, les règlements sévères pris contre les boulangers qui auraient pu souvent tirer parti de ces disettes pour réaliser de gros bénéfices en faisant hausser le prix du pain par des moyens factices ou même seulement profiter de ces difficultés qui entravaient le commerce des grains pour accaparer le blé d'une province et être ensuite les maîtres du prix du pain — chose qui maintenant peut paraître impossible, mais qu'à cette époque l'étroitesse des marchés pouvait permettre.

CHAPITRE IV

LA BOULANGERIE, DEPUIS 1789, JUSQU'AU DÉCRET
DU 22 JUIN 1863

« Depuis le printemps de 1789, la famine
« sévissait ; les journaux et les orateurs populaires
« entretenaient la défiance du peuple à l'égard du
« Roi et de la Cour.

« Le 4 octobre, une femme parcourut le Palais-
« Royal en criant « Nous n'avons plus de pain, il
« faut aller à Versailles !

« Le 5 au matin, la générale battit dans Paris.
« Des femmes du peuple, des marchandes de la
« halle entrèrent dans la halle s'emparèrent
« d'armes et de canons pris au nombre de sept à
» huit mille, prirent le chemin de Versailles. Elles
« étaient guidées par l'huissier Maillard et suivies
« par une compagnie de volontaires de la Bastille
« et par des hommes armés de piques et de faulx.
« Ce cortège moitié grotesque, moitié menaçant

« arriva à Versailles à trois heures. Une députation
« de femmes conduites par Maillard entra à
« l'Assemblée « Nous sommes venus à Versailles,
« dit-il pour demander du pain et en même temps
« pour punir les gardes du corps qui ont insulté la
« cocarde tricolore ».

« Des femmes et des hommes armés pénétrèrent
« à la suite de la députation dans la salle et c'est
« au milieu d'un indescriptible tumulte que
« l'Assemblée vota un décret sur les subsistances...

« La famille royale était sauvée mais à condition
« qu'elle obéirait à la volonté du peuple. Dans
« l'après-midi, elle quitta le château de Versailles
« pour le palais des Tuileries à Paris qui devait
« désormais être sa résidence. « Nous ne mourrons
« plus de faim, disaient les gens du peuple, qui
« entouraient le cortège royal, nous avons la
« boulangère, le boulanger et le petit mitron (1).

Malheureusement, ce retour du roi, ne devait pas faire cesser la famine qui au contraire allait en augmentant ; le gouvernement monarchique devenait de plus en plus impopulaire et dans la nuit du 20 au 21 juin 1791, la famille royale tentait vainement de s'enfuir.

Le 17 juillet une pétition qui demandait la

(1). CORRÉARD. *Histoire contemporaine, 1789-1889*. Seconde édition, page 35.

déchéance du roi, fut déposée au Champ-de-Mars sur l'autel de la Patrie et se couvrit de milliers de signatures.

C'est au milieu de cette effervescence des esprits qu'il nous a paru utile de retracer que l'Assemblée Constituante fit paraître le décret qui subsiste encore aujourd'hui comme base essentielle du régime réglementaire de la boulangerie, décret des 19 et 22 juillet 1791 dont les articles 30 et 31 sont ainsi conçus :

« Article 30. — La taxe des subsistances ne pourra
« provisoirement avoir lieu dans aucune ville ou
« commune du royaume que sur le pain et la
« viande de boucherie sans qu'il soit permis de
« l'étendre sur le vin, sur le blé, les autres grains
« ni aucune espèce de denrée et ce sous peine de
« destitution des officiers municipaux.

« Article 31. — Les réclamations élevées par les
« marchands relativement aux taxes, ne seront
« en aucun cas du ressort des Tribunaux de
« district ; elles seront portées devant le Directoire
« du Département qui prononcera sans appel ».

« Les réclamations des particuliers contre les
« marchands qui vendraient au-dessus de la taxe
« seront portées et jugées au Tribunal de police
« sauf l'appel au Tribunal de district ».

L'année suivante, c'est-à-dire en 1792, la récolte fut très mauvaise par toute la France. — Un comité

de subsistances fut établi, qui fut chargé de pourvoir à l'alimentation du pays, soit par des achats de gré à gré, soit par des réquisitions.

Le 4 mai 1793, l'Assemblée vota la *Loi du Maximum*. — En vertu de cette loi, tout marchand, propriétaire ou cultivateur était tenu de déclarer à l'Administration la quantité de grains qu'il possédait ; les fausses déclarations étaient punies par la confiscation.

Les corps administratifs et municipaux étaient autorisés à requérir les marchands et propriétaires à garnir les marchés ; nul ne pouvait sous peine de confiscation s'y soustraire, à moins de prouver qu'il ne possédait pas assez de grains pour sa propre consommation jusqu'à la récolte.

Tout individu qui voulait se livrer au commerce des grains devait préalablement en faire la déclaration à la municipalité.

Enfin la loi ordonnait dans toute l'étendue de la République, l'établissement d'un Maximum, qui devait décroître à mesure qu'on approchait du terme de la nouvelle récolte.

A cette époque, les boulangers sont en quelque sorte des agents du gouvernement qui leur livre la farine à un prix fixé et les force à vendre à tel prix.

Thiers a fait un tableau très intéressant de la façon dont s'opérait cette vente du pain :

« La commune de Paris, dit-il, régla la distribution

« du pain entre les boulangers ; on ne pouvait se
« présenter qu'avec une carte de sûreté ; sur cette
« carte délivrée par les Comités révolutionnaires,
« était désignée la quantité de pain qu'on pouvait
« demander, et cette quantité était proportionnée
« au nombre d'individus dont se composait chaque
« famille ; on régla la manière dont on devait faire
« queue à la porte des boulangers ; une corde était
« attachée à leur porte, chacun la tenait par la
« main de manière à ne pas perdre rang et à éviter
« la confusion, cependant de méchantes femmes
« coupaient souvent la corde, un tumulte épou-
« vantable s'en suivait et il fallait la force armée
« pour rétablir l'ordre (1) ».

Ce décret de 1791 eut pour conséquence d'entraîner d'autres réglementations de la boulangerie.

Le 19 vendémiaire an X, les Consuls prennent un arrêté qui entre autres dispositions décide dans son article premier : « qu'à l'avenir nul ne pourra
« exercer dans Paris la profession de boulanger
« sans une permission spéciale du Préfet de
« Police (2) ».

Et encore cette permission ne pouvait être accordée que si le boulanger versait à titre de

(1). THIERS. — *Histoire de la Révolution Française.*

(2). Voir : *Annuaire de la Boulangerie de Paris*, pour l'exercice de l'an 1861. Page 93.

garantie au magasin Elisabeth quinze sacs de farine de première qualité et du poids de quinze myriagrammes quatre-vingt-dix hectogrammes (325 livres) qui ne pouvaient être achetés à la halle et de plus que s'il se soumettait à constamment avoir un approvisionnement de farine première qualité.

Toujours en vertu de cet arrêté, aucun boulanger ne pouvait quitter sa profession que six mois après en avoir fait la déclaration au Préfet de Police, et il ne devait même pas restreindre le nombre de ses fournées sans autorisation (1).

D'autre part, à titre d'encouragement, chaque boulanger muni d'une permission du Préfet de Police recevait du Gouvernement une quittance pour les droits qu'il devait pour sa patente.

Napoléon voulait le pain à prix fixe et pour y arriver avait l'intention d'établir une Caisse de Garantie.

Dans ce but, on aurait fixé le chiffre des bénéfices que devait avoir le boulanger sur la cuisson d'un sac de farine, et alors si avec le prix auquel était fixée la vente du pain, le boulanger, par suite de la cherté des farines, ne pouvait réaliser ce bénéfice, la Caisse aurait eu pour mission de le lui assurer ; si par contre, il réalisait un bénéfice supérieur, le

(1). Louis PASSY. — *Mélanges scientifiques et littéraires* : l'approvisionnement de la ville de Paris.

boulangier aurait versé l'excédent à la Caisse de Garantie de façon à l'alimenter.

Napoléon, occupé surtout par les affaires extérieures ne réalisa pas son plan.

Ses luttes continuelles avec l'étranger, devaient d'ailleurs entraîner des perturbations économiques dans toute la France.

En 1812, par exemple, la disette fut grande dans tout le Calvados, et les archives de ce département renferment à ce sujet des documents très intéressants qui nous permettront d'apprécier quelles pouvaient être les causes générales des famines qui ont jadis si souvent frappé la France et de nous rendre un compte exact des conséquences qu'elles entraînaient.

Un extrait d'une lettre en date du 13 juin 1812, adressée par le Préfet du Calvados au Ministre des Manufactures et du Commerce nous dépeint cette alarmante et triste situation.

« Dans les arrondissements de Pont-l'Evêque et
« de Lisieux, le pain y est pour ainsi dire inconnu ;
« le peuple n'y vit que d'herbe mélangée avec du
« son, du sang de bœuf et autres vilenies qui
« pourront faire succéder des maladies épidémiques
« et peut-être pestilentielles à la disette ».

Et dans une autre lettre :

« J'ai les plus affligeantes nouvelles à vous
« donner de presque toutes les parties du dépar-

« tement. Tous les marchés environnants ont des
« prix plus élevés que les nôtres.

« Une estafette m'arrive de Pont-l'Evêque et
« m'annonce que cet arrondissement est à la veille
« d'une crise terrible ; la pénurie est au comble, dit
« le Sous-Préfet.

« Hier matin, un soulèvement sérieux a éclaté
« à Beaumont, arrondissement de Pont-l'Evêque.
« Plus de 500 personnes se sont réunies à la halle
« où il n'y avait que 14 hectolitres de bled — le
« Maire a voulu les faire délivrer aux boulangers ;
« le peuple s'y est opposé, a méconnu le Maire,
« dissipé la force armée et s'est emparé des grains
« en les payant au prix de la taxe ».

Cependant la disette n'était pas générale par toute la France, et il semblerait qu'il aurait dû être facile d'introduire dans le Calvados, des grains venant d'autres départements, comme on ne manque pas de faire maintenant quand une région se trouve moins favorisée qu'une autre.

En 1812, la Révolution a passé ; elle a, semble-t-il, aboli toutes les barrières qui pouvaient exister entre les provinces de France, et la libre circulation doit régner partout.

En principe, c'est exact ; mais la nombreuse correspondance échangée en cette année 1812, entre le Préfet du Calvados et les Préfets d'autres départements, nous est une preuve qu'en fait la

circulation était loin d'être libre ; les populations se montraient hostiles à la libre circulation, craignant de voir les blés de leurs marchés passer dans d'autres départements et de se trouver elles-mêmes dépourvues.

Quelques Préfets, dont celui du Calvados, se plaignent et, le 11 juin 1812, le Ministre leur écrit :

« Je reçois des réclamations continuelles sur
« les entraves que l'on met dans plusieurs parties
« de la France à la circulation des grains. Des
« autorités, qui devaient la protéger, ont fait
« arrêter, sequestrer et même vendre des grains et
« farines qui empruntaient leur territoire pour
« passer dans des départements qui attendaient ce
« secours avec toute l'impatience du besoin.

« De semblables mesures qui sont aussi contraires
« aux principes qu'à l'honorabilité et aux intentions
« de l'Empereur ont excité les justes plaintes de
« plusieurs Préfets.

« Suivant le décret du 4 mai, tout individu
« commerçant, commissionnaire ou autre qui
« veut acheter des grains ou farines pour
« approvisionner des départements qui en auraient
« besoin est tenu de faire sa déclaration au Préfet
« ou au Sous-Préfet.

« Chaque Préfet doit sans doute faire exécuter
« cette disposition pour les achats faits dans son

« département, mais il n'a aucun droit de police
« sur des grains ou farines qui empruntent
« seulement son territoire pour se rendre à leur
« destination puisqu'ils ont pu sortir du départ-
« ment où ils ont été achetés ; les conditions
« prescrites par le décret y ont été remplies et ils ne
« doivent éprouver aucun obstacle à leur transport.

« Je vous prie de vouloir bien donner à toutes
« les autorités locales des ordres tellement précis
« que la liberté de la circulation y soit assurée.

« Elle peut seule dans les circonstances où nous
« nous trouvons, soulager les départements, qui,
« s'ils ne recevaient pas de secours seraient
« réduits à la disette (1) ».

Il résulte clairement de ce qui précède, qu'au début du xix^e siècle, la circulation des grains était loin d'être libre, et que si elle l'eût été il n'y aurait pas eu de famine à déplorer.

L'idée qu'avait eue Napoléon, de créer une Caisse de Garantie, fut reprise sous la Restauration ; et le 15 juin 1817, on établit une Caisse Syndicale qui avait pour but :

- 1° D'assurer les approvisionnements de Paris ;
- 2° D'indemniser les boulangers des pertes qui leur étaient imposées.

(1). *Archives de la Préfecture du Calvados*. Voir les pièces concernant la disette de 1812 dans ce département.

Elle ne subsista pas longtemps car une ordonnance de 1828 la supprime.

Une autre ordonnance de police du 24 juin 1823 établit dans son premier article les bases de la taxe qui est faite d'après les mercuriales servant à établir le prix moyen des farines pendant la quinzaine précédente (1).

Avec le Gouvernement de Juillet, les bases de la taxe changent encore, elles sont :

1° Le prix moyen de la farine pendant la quinzaine précédente, déterminée d'après les mercuriales : 2° les frais de fabrication ; 3° une allocation de salaire des boulangers.

En vertu d'une ordonnance royale du 19 juillet 1836, les boulangers étaient tenus d'effectuer dans les magasins des greniers d'abondance, des dépôts proportionnés à la classe dans laquelle on les avait rangés suivant l'importance de leurs ventes (2).

Plus tard, en 1842, avec l'ordonnance du 12 juillet, nouvelle modification des bases de la taxe :

« Article 2. — A compter de la même époque, la
« taxe du pain sera réglée sur le prix moyen des
« cent kilogrammes ou quintal métrique, poids net

(1). Voir *Annuaire de la Boulangerie de Paris* pour l'exercice de l'an 1861, page 147.

(2). Voir *Annuaire de la Boulangerie de Paris* pour l'exercice de l'an 1859, page 97.

« de la farine, le prix moyen sera d'abord établi
« suivant le mode en usage.

« Le rendement en pains cuits de cent
« kilogrammes de farine sera compté pour cent
« trente kilogrammes et l'allocation des frais de
« fabrication aux boulangers sera de sept francs
« pour cent kilogrammes de farine transformée en
« pain. — Ces chiffres correspondant à ceux qui
« ont été fixés par les décisions ministérielles pour
« 159 kilogrammes poids brut, équivalant à 157
« kilogrammes, poids net de la farine ».

Pour la compréhension de cet article, il convient de dire que la même ordonnance dans son article premier, décidait que les mercuriales des farines s'établiraient sur le prix des cent kilogrammes ou du quintal métrique, au lieu d'être établies comme par le passé sur le prix du sac du poids brut et nominal de 159 kilogrammes.

De plus les boulangers devaient toujours verser une certaine quantité de farine au grenier d'abondance, à titre de dépôt de garantie et ils devaient également avoir un approvisionnement particulier déterminé.

D'après les quelques ordonnances que nous venons de citer, nous pouvons nous rendre compte du peu de stabilité de l'établissement de la taxe et des modifications que sans cesse, le pouvoir est

obligé de lui faire subir et sans encore pouvoir réussir à contenter boulangers et particuliers.

Les premiers, en effet, qui se trouvent sous une tutelle administrative qui ne diffère pas beaucoup de celle de l'ancien régime, critiquent la taxe, mal établie, disent-ils, mais sans cependant demander sa suppression. Les seconds, chaque fois qu'une hausse se fait sentir, ne manquent pas d'en rejeter la faute sur le gouvernement.

Telle était la situation, lorsque Napoléon III prit le pouvoir.

Celui-ci se préoccupa de cet état de choses et chercha à mettre fin à la crise que subissait la boulangerie par deux décrets de 1853 et de 1863.

Le premier en date du 27 décembre 1853 avait trait à l'institution d'une caisse de service pour la boulangerie de Paris ; son but était d'introduire une fixité dans le prix du pain ; c'était en somme la réalisation des projets de Napoléon I^{er}. (1)

Ce décret contenait huit articles ainsi conçus :

« Article 1^{er}. — Il est institué sous la garantie de
« la ville de Paris et sous l'autorité du Préfet de
« la Seine, une caisse de service pour la Boulangerie
« de Paris.

(1) Voir rapport de M. Dujardin-Beaumetz sur le projet de loi Mougeot, dans le *Bulletin de l'Union des Syndicats de la Boulangerie Française*, page 199.

« Article 2. — Cette caisse sera chargée de payer
« pour le compte des boulangers et de recouvrer
« sur eux le montant de leurs achats de blés ou
« de farines.

« A cet effet, il sera ouvert par le Préfet de
« la Seine sur la proposition du Préfet de police,
« un crédit à chaque boulanger sur les dépôts
« de garantie et de réserve et sur toutes autres
« valeurs acceptées par la caisse.

« Article 3. — Tous les paiements de grains
« et farines sans aucune exception, seront opérés
« par l'intermédiaire de la caisse.

« Les boulangers qui ne voudront pas profiter
« de leur crédit verseront à la caisse, la veille
« au plus tard des échéances le montant de leurs
« engagements ».

« Article 4. — Chaque boulanger sera tenu
« de faire à la caisse, dans les trois jours de
« chaque acquisition, la déclaration des grains
« ou farines achetés par lui.

« Ces déclarations serviront d'éléments pour
« l'établissement de la mercuriale.

« Article 5. — La caisse sera en outre chargée
« d'avancer aux boulangers le montant de la
« différence en moins qui pourra, en vertu des
« délibérations du Conseil municipal, exister entre
« le prix de vente du pain, réglé par la taxe
« municipale, et le prix résultant de la mercuriale.

« Pour se couvrir de ses avances, elle recevra
« en compensation les différences en plus.

« Le même service pourra être étendu aux autres
« communes du département de la Seine et, dans
« ce cas, les boulangers de ces communes seront
« soumis aux prescriptions de l'article 4.

« Article 6. — La caisse de la boulangerie
« pourra, avec l'autorisation du Conseil municipal,
« emprunter sous la garantie exprimée en l'article 1,
« les fonds nécessaires aux services dont elle
« est chargée.

« Article 7. — Les frais d'administration de la
« caisse seront à la charge de la Ville de Paris.

« Les intérêts des avances faites aux boulangers
« en vertu des articles 2 et 3 ne pourront
« excéder 5 0/0.

« Article 8. — Les dispositions qui précèdent
« seront réglées par un décret ultérieur ».

Cet autre décret qui devait assurer d'une manière définitive le fonctionnement de la caisse de service, fut signé le 7 janvier suivant.

Nous ne saurions faire une analyse plus exacte de cette entreprise de Napoléon III que celle que M. Dujardin-Beaumetz en a faite dans son rapport sur le projet de loi Mougeot, dont nous aurons à nous occuper plus loin.

« Evidemment, dit-il, cette espèce de clearing-house était un mécanisme ingénieux. Elle se
« fondait sur le principe : que si l'on prend une
« assez longue période de temps, les années de
« disette et d'abondance finissent par s'équilibrer.
« — Mais on ne vit pas que le prix du pain ne
« dépendait pas seulement de la disette ou de
« l'abondance.

« D'autres éléments concourent en effet à le
« déterminer, comme les frais de transports, les
« droits de douane, les frais de production, le
« pouvoir d'achat de l'argent, etc... — Et puis
« l'institution de cette caisse, à dire vrai, ne
« résolvait nullement les difficultés. — Elle se
« bornait à les dissimuler en les scindant; et il
« restait en sus au consommateur une adminis-
« tration nouvelle à rétribuer.

« Tant y eut que la caisse, après avoir payé
« en trois années, de 1853 à 1856, une somme
« de 53.558.000 francs pour avances aux boulan-
« gers, employa six ans, de 1856 à 1862, à
« recouvrer ces avances, les intérêts des emprunts
« et les frais d'administration. — Elle avait avancé
« 435 centimes; elle dut en récupérer 580, lesquels
« au lieu de produire 71 millions n'en donnèrent
« que 68 par suite de fraudes diverses. — De là,
« une perte totale de 18 millions en neuf ans,
« soit deux millions par an en moyenne, que le

« consommateur comme contribuable fut astreint
« finalement à payer (1) ».

La caisse de la boulangerie poursuivait donc deux buts : 1° permettre un établissement stable et équitable de la taxe ; 2° généraliser le système de compensation.

Pour atteindre le premier but, il aurait fallu que les boulangers fassent la déclaration à l'Administration, des quantités de blé et de farine qu'ils achetaient et leurs prix d'achat ; or les nombreuses circulaires ministérielles de l'époque nous montrent que l'Administration ne put jamais l'obtenir : elle était donc dans l'impossibilité de connaître une moyenne exacte des prix d'achat et par conséquent incapable de fixer une juste taxe.

Quant au deuxième but ; la généralisation de la compensation, il eut pour résultat de faire faire à la ville de Paris des avances considérables, ainsi que nous le disions précédemment, sans qu'aucun avantage réel vienne compenser ces pertes.

Ce régime en effet n'était pas établi pour toute la France, mais seulement pour la ville de Paris.

Qu'arrivait-il ? — C'est qu'à certains moments, le pain dans cette ville était beaucoup moins cher

(1). Voir rapport de M. Dujardin-Beaumetz sur le projet de loi Mougeot, rapporté dans le *Bulletin de l'Union des Syndicats de la Boulangerie Française*, page 200.

qu'ailleurs, grâce aux sacrifices imposés à la population parisienne. — Les habitants des communes limitrophes venaient alors s'approvisionner à Paris.

Mais, lorsque dans le périmètre du régime de la compensation, les prix étaient supérieurs aux prix donnés par les mercuriales, alors, ces mêmes voisins achetaient leur pain chez eux.

Avec ce système de compensation établi comme il l'était, sur un espace restreint, on fait des avances aux populations voisines qui au contraire au moment où on veut faire rentrer les capitaux s'approvisionnent ailleurs.

Pour ces raisons, la Caisse de la boulangerie ne devait pas réussir ; mais Napoléon III n'en persista pas moins dans son intention de réformer utilement l'Administration de la Boulangerie.

Le 12 décembre 1849, le Ministre du Commerce avait invité le Conseil d'Etat à donner un avis sur les diverses questions concernant la boulangerie (1). Celui-ci fit alors une enquête des plus sérieuses qui se prolongea pendant dix ans, c'est-à-dire jusqu'en 1859 et dont la conclusion fut qu'il y avait lieu d'accorder la liberté à la boulangerie et de supprimer les réserves obligatoires, la limitation du nombre

(1). *Journal Officiel* du 13 décembre 1849.

des boulangers, la taxe du pain et la Caisse de la Boulangerie (1).

Napoléon III s'inspirant des résultats de cette enquête rendit, le 22 juin 1863, le décret suivant :

« Article 1^{er}. — Sont abrogées à partir du
« 1^{er} septembre 1863, les dispositions des décrets,
« ordonnances ou règlements généraux ayant pour
« objet de limiter le nombre des boulangers, de les
« placer sous l'autorité des syndicats, de les
« soumettre aux formalités des autorisations
« préalables pour la fondation ou la fermeture de
« leurs établissements, de leur imposer des
« réserves de farines ou de grains, des dépôts de
« garanties ou de cautionnements en argent ; de
« réglementer la fabrication, le transport ou la
« vente du pain, autres que les dispositions relatives
« à la salubrité et à la fidélité du débit du pain mis
« en vente.

« Article 2. — Les décrets des 27 décembre 1853
« et 7 janvier 1854 relatifs à la Caisse de service
» de la boulangerie du département de la Seine
« seront modifiés et mis en harmonie avec les
« dispositions du présent décret.

« Article 3. — Notre Ministre de l'Agriculture,
« du Commerce et des Travaux Publics est chargé

(1). Voir l'*Enquête sur la Boulangerie du département de la Seine* ou recueil de dépositions concernant les commerces du blé, de la farine et du pain faite en 1859.

« de l'exécution du présent décret qui sera publié
« au *Bulletin des Lois* ».

C'était affranchir la boulangerie de toutes les entraves auxquelles elle avait été jusque-là assujettie ; par contre à côté de ces libertés accordées, ce décret laissait subsister la loi des 19 et 22 juillet 1791 (1).

Là s'arrête notre étude historique, car si depuis 1863, plusieurs projets de loi ont été déposés en vue de modifier la réglementation de la boulangerie, aucune loi n'est encore venue apporter de changements et la vente du pain est toujours restée soumise aux arrêtés des Maires.

Cette réglementation porte sur deux points :

- 1° Le poids du pain ;
- 2° La taxe du pain.

(1). *Journal Officiel* du 8 décembre 1862.

DEUXIÈME PARTIE

DU POIDS DU PAIN

CHAPITRE PREMIER

DE LA RÉGLEMENTATION ACTUELLE

L'article premier du décret du 22 juin 1863 abroge les dispositions des décrets, ordonnances ou règlements généraux ayant pour objet de limiter le nombre des boulangers..... etc., autres que les dispositions relatives à la salubrité et à la fidélité du pain mis en vente.

Ce décret laissait donc aux maires à côté du droit de taxer, que nous étudierons ensuite, le pouvoir de surveiller la mise en vente du pain et notamment la vente au poids.

Mais, M. Armand Béhic, ministre du Commerce, de l'Agriculture et des Travaux Publics, dans une circulaire adressée à Messieurs les Préfets, le 22 août

1863, crut bon d'expliquer la façon dont il entendait que le décret fût exécuté sur ce point. (1)

« Quelques maires, dit-il, avaient cru pouvoir
« rendre obligatoire la vente du pain au poids.
« — J'ai dû faire remarquer à ce sujet qu'en se
« plaçant au point de vue de la liberté des
« transactions, qui est la base du décret du
« 22 juin, on ne voyait pas à quel titre l'Admi-
« nistration interviendrait pour imposer plutôt
« tel mode de vente que tel autre et pourquoi
« en rendant la vente au poids obligatoire, on
« défendrait par cela même d'acheter un pain
« d'après son volume ou sa forme, comme cela
« se fait pour d'autres marchandises. — Il convient
« de faire disparaître toute prescription qui aurait
« pour résultat d'entraîner directement ou indi-
« rectement sous ce rapport la liberté des vendeurs
« et celle des acheteurs, et la seule disposition
« qu'il serait possible d'admettre en ce qui concerne
« le pesage du pain devrait se borner à établir
« que toutes les fois que le pain sera vendu au
« poids il serait procédé à un pesage effectif, si
« l'acheteur le demandait. De cette façon, les
« boulangers et le public conservent toujours la
« faculté de recourir au mode de vente qui leur

(1) Voir *Annuaire de la Boulangerie de Paris*, publié par le Syndicat de la Boulangerie de Paris, année 1893, page 214 et suivantes.

« convient le mieux et il n'est pas à craindre que
« les consommateurs puissent avoir à souffrir de
« cette situation, car les boulangers sont toujours
« intéressés à satisfaire le public afin de conserver
« ou d'acquérir une clientèle, en se pliant à ses
« volontés ».

Ainsi appliqué, le décret aurait été très libéral ; les maires n'auraient pas dû prescrire la vente au poids, et au contraire laisser les boulangers vendre soit au poids, soit d'après le volume et la forme et les consommateurs acheter comme bon leur aurait semblé.

Mais les maires ne tinrent pas compte des recommandations que leur faisait le ministre, et l'ancien système ne tarda pas à réapparaître.

La vente au poids et seulement au poids fut maintenue.

L'adoption de ce système entraîne les conséquences suivantes : 1° Les pains exposés en vente devront peser le poids ; 2° Le poids du pain est indiqué par sa forme, c'est-à-dire que le boulanger donnant aux pains de tel poids, telle forme, le client, suivant qu'il achètera tel ou tel pain, sera en droit de supposer qu'il en achète telle quantité ayant fait l'objet d'un pesage antérieur.

Par suite, un boulanger exposant dans son magasin, ou livrant du pain ne pesant pas le poids,

tombera sous le coup de la loi du 27 mars 1851 dont l'article 1^{er} est ainsi conçu :

« Seront punis des peines portées par l'article
« 423 du Code Pénal :

« 1^o 2^o

« 3^o Ceux qui auront trompé ou tenté de tromper
« sur la quantité des choses livrées, les personnes
« auxquelles, ils vendent ou achètent, soit par
« l'usage de faux poids ou de fausses mesures, soit
« par des manœuvres ou procédés tendant à fausser
« l'opération du pesage ou mesurage ou à augmenter
« frauduleusement le poids ou le volume de la
« marchandise, même avant cette opération, soit
« enfin par des indications frauduleuses ».

Voilà les principes sur lesquels on se base pour la réglementation du poids du pain ; nous allons rechercher :

1^o S'il est possible pour le boulanger de garantir l'exactitude du poids des pains qu'il expose ;

2^o Si la forme doit être indicative du poids.

CHAPITRE II

DE L'EXACTITUDE DU POIDS DES PAINS MIS EN VENTE

Frédéric Passy, dans un discours qu'il prononçait au Congrès de la Boulangerie en 1890, citait ce cas « d'un maire qui exigeait que le pain de deux kilos, en sortant du four, pesât toujours deux kilos (1) ».

Nous pourrions en citer beaucoup d'autres du même genre, mais celui-là seul suffit pour nous éclairer sur leur valeur en général.

Il semble que le maire, dont parle Frédéric Passy, aurait d'abord dû se demander si ce qu'il exigeait était possible, et si le boulanger lui-même est en mesure de garantir l'exactitude du poids du pain qu'il fabrique.

Il est en effet reconnu que le poids du pain pris

(1). Compte-rendu du *Congrès international de la Boulangerie*, tenu à Paris en 1890, page 155.

à sa sortie du four, c'est-à-dire alors qu'il est encore chaud, peut varier d'une manière très sensible, par suite de diverses causes qui accompagnent sa fabrication et sa cuisson.

Pour faire sa pâte, le boulanger peut avoir employé plus ou moins d'eau ; or, on sait que par suite de l'évaporation, qui se produit pendant la cuisson, deux mêmes quantités de pâte, mais contenant plus ou moins d'eau, donneront après cuisson des pains de poids plus ou moins élevé suivant qu'il en aura été employé peu ou beaucoup.

Le boulanger peut-il prévoir quel sera le degré de l'évaporation de l'eau ? Evidemment non, et ce serait déjà un motif suffisant pour faire rejeter cette prétention d'exiger le poids exact du pain à sa sortie du four.

La chaleur plus ou moins élevée du four, a aussi une grande influence sur le poids du pain.

Si le four est très chaud, la cuisson se fera très rapidement ; la pâte ne se desséchera pas, et son poids diminuera très peu ; si au contraire, il l'est moins, la cuisson se fera lentement, la pâte se desséchera et le pain obtenu sera d'un poids inférieur.

Le boulanger peut-il assurer un degré de chaleur absolument uniforme à son four ? Certainement non, et pour cette raison encore le poids exact du pain est impossible à obtenir.

La forme du pain n'est pas non plus sans influencer sur son poids, et il a été constaté que la déperdition est beaucoup plus élevée sur les pains de forme allongée que sur les pains courts.

Comment alors pouvoir exiger, sous peine de sanctions sévères, le poids exact des pains mis en vente quand nous voyons pour ces différentes raisons qu'il est impossible de l'obtenir.

Pour être logique avec lui-même le maire de Frédéric Passy aurait dû dans son arrêté réglementer aussi la fabrication du pain, sa forme et le mode de cuisson ; encore n'aurait-il probablement pas toujours obtenu un poids exact.

Dans un arrêté du 15 octobre 1846, le maire de Bayeux se montrait plus habile ; se rendant probablement compte de l'impossibilité où il se trouvait d'exiger le poids exact des pains exposés, il disait dans son arrêté :

« Article 5. — Les pains dont le prix est fixé par
« l'Administration doivent être de bonne qualité
« *pesant au moins* le poids pour lequel ils sont en
« vente. . . .

« L'excédent de poids pour les pains taxés sera
« payé par l'acheteur selon la taxe (1) ».

Si le pain pesait plus que le poids, voilà donc le

(1) Voir aux Archives de la Mairie de Bayeux : Arrêtés sur la vente du pain.

boulangier et le client obligés de faire des calculs pour établir le prix de l'excédent ; invariablement quand le fait se produisait le client devait objecter : Je vous demande un kilogramme de pain et non pas un kilogramme 100 grammes, par exemple ; et il devait se refuser à payer l'excédent. Le boulanger enlevait-il alors un morceau de pain, c'est peu probable.

Mais si le pain ne pesait pas le poids, l'article 6 du même arrêté le rendait d'abord passible de poursuites et ensuite ordonnait le même calcul pour évaluer la réduction. Voici d'ailleurs le texte :

« Article 6. — Dans le cas où les pains taxés
« n'auraient pas le poids pour lequel il seraient
« mis en vente, le boulanger sans attendre la
« réclamation de l'acheteur sera tenu de compléter
« ce poids en pain de la même qualité que
« le pain acheté ou de subir sur le prix
« établi par la taxe une réduction proportionnelle
« au manque de poids, le tout au choix de l'ache-
« teur et sans préjudice des poursuites qui
« pourraient être désignées contre le boulanger
« à raison de la contravention pour manque de
« poids ».

On objectera peut-être que cet arrêté date de 1846 et que maintenant on n'en rencontre plus de semblables ; pour se convaincre du contraire, il suffit de parcourir quelques Annuaire du Syndicat

Général de la Boulangerie et l'on verra que c'est usage, presque général pour les maires que de prendre des arrêtés au sujets du poids du pain.

Nous pouvons d'ailleurs citer encore cet autre arrêté du maire de Bayeux, du 31 octobre 1853, dans son article 11. « Les boulangers pour pouvoir
« opérer avec sécurité leurs livraisons, *seront tenus*
« *de vérifier le poids du pain à sa sortie du four.*

« S'il arrive que des pains n'aient pas le poids
« exigé, les boulangers devront les signaler à
« l'attention de l'acheteur et à la leur propre, afin
« qu'il ne puisse y avoir erreur. Dans ce but, ils
« enlèveront à la partie supérieure du pain, un
« carré de croûte de 2 à 3 centimètres de large (1) ».

Voilà donc les boulangers de Bayeux, en 1853, de par la volonté de leur maire, obligés de peser leur pains à la sortie du four ; mais pour les raisons que nous avons indiquées, il y avait bien des chances pour qu'aucun ne pesât le poids exact ; ils devaient peser plus ou moins ; et comme en outre cet arrêté dans son article 15 reproduisait l'article 5 de l'arrêté de 1846, que nous avons cité précédemment, les boulangers avaient intérêt à marquer aussi bien ceux qui pesaient plus que ceux qui pesaient moins.

(1) Voir aux *Archives de la Mairie de Bayeux* : Arrêtés sur la vente du pain.

Donc, lorsqu'il se présentait des acheteurs, nouvelle obligation de peser encore une fois puisque les pains avaient tous été marqués à la sortie du four.

En réalité avant d'être livré, le pain, sous cet arrêté, devait faire l'objet de trois pesages.

Que se passait-il, si le client se présentait plusieurs heures après que le pain avait été sorti du four ; c'est que ce même pain qui avait été marqué comme exédant le poid, lorsqu'il était chaud, pouvait très bien lorsqu'on le pesait devant l'acheteur être au contraire inférieur au poids demandé.

Et c'est là encore un des motifs pour lesquels le boulanger est dans l'impossibilité de garantir l'exactitude du poids des pains qu'il met en vente ; il ne fait de doute pour personne qu'un pain froid pèsera toujours moins lourd, que le même alors qu'il était chaud, et comme on ne peut exiger qu'un boulanger ait toujours du pain chaud dans son magasin, forcément il y en aura qui ne pèseront pas le poids.

Si nous avons cité ces arrêtés du Maire de Bayeux, pour bien montrer jusqu'où pouvait aller l'arbitraire des maires, il est juste d'ajouter que dans certaines villes on avait reconnu que les boulangers ne pouvaient pas garantir l'exactitude du poids des pains qu'ils fabriquaient, et nous

en trouvons la preuve dans une ordonnance du Préfet de Police de la Ville de Paris en date du 9 juin 1817 et dont l'article IV était ainsi conçu :

« Tout le pain mis en vente doit avoir le poids
« pour lequel il est vendu, sous la réserve de
« la tolérance déterminée, soit par les règlements,
« soit par l'usage ».

Cette tolérance accordée, soit par les règlements, soit par l'usage, était, sur les espèces de pains ci-après :

Pains de 12 livres	5 onces.
Pains de 8 —	4 —
Pains de 6 —	3 à 4 onces.
Pains de 4 —	2 à 3 —
Pains de 4 — dits demi-longs..	4 à 5 —
Pains de 4 — ordinaires.....	2 à 3 —
Pains de 2 — —	1 once 1/2.
Pains de 1 livre ordinaires et de toute espèce.....	1 — 1/2.
Pains de 1/2 livre ordinaires et de toute espèce.....	1 once (1).

Cette tolérance, ou pour mieux dire cette différence proportionnelle, pour déchet de fabrication, suivant la forme des pains, avait été constamment reproduite dans les ordonnances de taxe concernant

(1). *Annuaire de la Boulangerie de Paris* pour l'exercice de l'an 1860, page 139.

la Ville de Paris, jusqu'en 1823. Depuis lors, elle avait cessé d'être écrite dans les ordonnances de la taxe périodique, mais en fait, l'autorité avait toujours continué à l'admettre et à la reconnaître tacitement dans les mêmes conditions que celles précédemment établies.

Cette ordonnance vient corroborer nos observations tendant à établir qu'il est impossible pour le boulanger d'obtenir un poids exact.

Cependant les Tribunaux et les Cours, appliquant la loi de 1851, ont prononcé de nombreuses condamnations contre les boulangers lorsque les pains par eux mis en vente ne pesaient pas le poids ; mais il faut heureusement constater qu'une jurisprudence nouvelle tend à s'établir et c'est ainsi que la Cour de Caen, dans un arrêt du 20 avril 1904, a reconnu qu'on ne devait pas faire grief aux boulangers du manque de poids des pains qu'ils exposent.

« Attendu, dit l'arrêt, que X... est poursuivi
« pour avoir exposé en vente, dans sa boutique
« sise à Z..., des pains d'un poids inférieur à
« celui indiqué par leur forme ; la forme des pains
« étant d'après l'usage constant dans cette commune
« indicative du poids, et commis ainsi une ten-
« tative de tromperie sur la quantité de la
« marchandise vendue,

« Attendu que l'expertise à laquelle le Tribunal
« a fait procéder a révélé l'impossibilité de fabriquer
« des pains d'un poids rigoureusement exact ; que
« les déficits constatés sont minimes et doivent,
« d'après les résultats de la dite expertise, être
« attribués à l'évaporation de l'eau contenue dans
« les pains qui étaient retirés du four depuis un
« certain temps, alors surtout que les gendarmes
« ont constaté également au même instant que les
« pains sortant du four pesaient plus que le poids,
« Attendu encore qu'il est établi que X... avait
« placé dans sa boutique une affiche très visible
« portant que la forme des pains par lui vendus
« n'est pas indicative du poids ; qu'ainsi l'intention
« frauduleuse doit être écartée et qu'il importe
« peu que X... n'ait pas toujours pesé les pains
« qu'il vendait, du moment qu'aucune manœuvre
« de nature à tromper les acheteurs ne peut lui
« être reprochée. — Par ces motifs. — Disant à
« tort l'appel du Ministère public, confirme le
« jugement dont est appel, acquitte X..., sans
« dépens (1) ».

La jurisprudence semble donc vouloir reconnaître
que si les pains exposés ne pèsent pas le poids, la

(1) Voir *Recueil des Arrêts des Cours d'Appel de Caen et de Rouen*
de 1905, 4^e série, t. 10, page 101.

cause en est imputable, non au boulanger lui-même, mais à des phénomènes indépendants de sa volonté. En cela, elle ne fait que revenir sur une erreur qui trop longtemps a pesé sur la boulangerie. et a fait condamner beaucoup de gens dont la bonne foi ne pouvait être mise en doute et dont la responsabilité n'était nullement en cause.

CHAPITRE III

LA FORME DU PAIN DOIT-ELLE ÊTRE INDICATIVE DE SON POIDS ?

Les Tribunaux et les Cours se basant sur ce que la loi du 27 mars 1851 dans son article 1^{er}, alinéa 3, punit des peines de l'article 423 du Code Pénal, non seulement la tromperie, mais également la tentative de tromperie sur la quantité des choses livrées, par des indications frauduleuses, tendant à faire croire à un pesage antérieur et exact, fait application de cette loi, lorsque les boulangers exposent en vente et livrent à leurs clients des pains d'un poids inférieur à celui indiqué par leur forme ; ils partent de cette idée que la forme spéciale donnée aux différentes espèces de pains, suivant leur poids, constitue au sens de la loi une indication tendant à faire croire à un pesage exact.

C'est cette question que nous voulons étudier maintenant ; c'est-à-dire savoir s'il est admissible

qu'un acheteur puisse faire exercer des poursuites contre son boulanger, pour cette raison seule, qu'achetant un pain de telle forme, il a cru que ce pain pesait un poids déterminé.

La Cour de Caen, vient de rendre un arrêt le 18 mai 1905 qui va nous permettre de nous faire une idée exacte des conséquences que peut entraîner pour un boulanger, l'admission de ce principe : la forme est indicative du poids.

« Attendu, dit l'arrêt, qu'il est établi par l'information et les débats, qu'à..... le 2 novembre 1904, X... a acheté à la boulangerie Y... un pain dont la forme et la dimension indiquaient d'après l'usage local un poids de un kilogramme et que la vérification faite par la gendarmerie a révélé dans le poids de ce pain un déficit de 290 grammes ; qu'il en résulte qu'au lieu d'un kilogramme de pain que X... pensait acheter, il ne lui a été livré que 710 grammes.

« Attendu qu'il n'y a pas lieu, la forme étant indicative du poids, d'appointer Y... à prouver, comme il le demande dans ses conclusions, que le pain livré à X... était un pain de fantaisie, dit « Viennois » et que dans sa boutique, antérieurement aux procès-verbaux dressés contre lui, des pancartes indiquant que les pains de fantaisie étaient vendus à la pièce, avaient été apposées

« en divers endroits et notamment à côté des pains
« dits de fantaisie.

« Qu'en effet, d'après un usage constant, ces
« pains de fantaisie étaient présentés à la clientèle
« comme ayant un poids déterminé que leur forme
« annonçait, puisque le prévenu lui-même, dans
« son interrogatoire a déclaré qu'on disait toujours,
« en demandant de ces pains, « des pains de deux
« livres », qu'il a ajouté, il est vrai, que les clients
« savaient bien qu'ils ne pesaient pas le poids.

« Attendu que cette dernière allégation est
« formellement contredite par X..., qui d'ailleurs
« ne connaissait pas l'existence des pancartes dans
« la boutique de Y..., touchant la vente à la pièce,
« et non au poids du pain dit de fantaisie et déclare
« qu'on lui apportait toujours le pain à domicile.

« Qu'en effet X..., a affirmé que, d'après leur
« forme, elle croyait que les pains qui lui étaient
« ainsi livrés pesaient un kilogranmme ; que le
« deux novembre, elle avait demandé au garçon
« boulanger de Y... un pain non brié *de deux livres*,
« *comme d'habitude* et qu'elle avait cru qu'on lui
« livrait un pain de deux livres ; qu'elle l'avait
« payé 0,40 centimes, prix d'un pain de deux livres.

« Attendu qu'il résulte de ces déclarations
« précises. que dans l'esprit de X..., il existait une
« corrélation évidente entre le prix et le poids du
« pain, poids déterminé pour elle par la forme de

« ce pain, et qu'en la frustrant d'une partie de ce
« pain, Y... l'a trompée sur la quantité de la chose
« vendue.

« Attendu enfin, qu'il importe peu de rechercher
« si ce dernier avait l'habitude de peser le pain de
« ménage, qu'il déclare vendre au poids, ce fait,
« fut-il constant, étant sans portée dans la poursuite
« actuelle relative à la livraison d'une sorte de pain
« que l'inculpé a la prétention de n'être pas tenu de
« vendre au poids.

« Attendu que le fait reproché à Y... constitue
« le délit prévu par l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la
« loi du 27 mars 1851 et l'article 423 du Code Pénal.

« Attendu qu'il existe toutefois, en faveur du
« prévenu, des circonstances atténuantes résultant
« notamment de ses bons antécédents.

« *Sur le deuxième fait.* Attendu qu'à....., le
« 5 novembre 1904, Z... a acheté à la même
« boulangerie Y..., un pain de la forme d'un pain
« d'un kilogramme ; qu'elle l'a payé 0,40 centimes,
« mais qu'après vérification faite par la gendarmerie,
« il a été établi qu'il ne pesait que 860 grammes
« seulement ; mais attendu que Z... a déclaré
« qu'elle pensait bien que le pain spécial dit
« « boulot » qu'elle avait recommandé à Y... de
« lui livrer, ne lui était pas vendu au poids mais
« bien à la pièce.

« Attendu qu'on ne saurait admettre que la

« forme est indicative du poids du pain lorsque
« sur la recommandation du client, le boulanger
« a fait subir au pain qu'il lui livre une cuisson
« particulière et exceptionnelle, le client étant
« dans ce cas réputé consentir à supporter le
« déficit dans le poids du pain, résultant nécessairement de sa fabrication spéciale.

« Attendu dès-lors, que l'accord présumé entre
« le boulanger et le client résultant de la forme
« indicative du poids, n'existant plus, dans l'espèce
« il y a lieu de relaxer Y... du chef de tromperie sur
« la quantité de la marchandise vendue à Z... — Par
« ces motifs : — Réforme le jugement dont est
« appel en ce qu'il a déclaré Y... coupable d'avoir
« à , le 5 novembre 1904, trompé Z... sur la
« quantité de la marchandise vendue; relaxe Y... de
« ce chef de prévention et rejetant comme n'étant
« ni pertinente ni concluante l'enquête complémentaire sollicitée par le sus-nommé, le déclare
« coupable d'avoir à , le 2 novembre 1904,
« trompé sur la quantité de la marchandise vendue
« à X... , le condamne pour ce fait à 50 francs
« d'amende.

« Et attendu qu'il n'a subi aucune condamnation
« à l'emprisonnement pour crime ou délit de droit
« commun ; que les renseignements fournis sur lui,
« sont bons, qu'il y a lieu de prononcer en sa

« faveur le sursis légal. — Dit qu'il sera sursis à « l'exécution de la peine (1) ».

L'arrêt du 18 mai 1905 vise donc deux cas :

1° Celui d'une personne qui achète du pain qui ne pèse pas le poids que sa forme lui faisait supposer ;

2° Celui d'une personne qui, ayant commandé un pain spécial, trouve naturel qu'on ne lui ait pas donné le poids.

Nous allons examiner ces deux cas successivement.

I

Il résulte clairement des motifs de l'arrêt de la Cour de Caen, que nous venons de citer *in extenso* par cette raison, qu'il est un des derniers statuants sur cette question et surtout parce qu'il est basé sur les arguments que l'on invoque ordinairement contre les boulangers et que nous voulons réfuter ; il résulte donc, que le boulanger n'a pas le droit d'établir une distinction entre le pain de fantaisie, vendu à la pièce et le pain dit « de ménage », vendu au poids, et qu'il devient complètement inutile pour lui d'avoir dans son magasin des pancartes

(1). Voir : *Recueil des arrêts des Cours d'Appel de Caen et de Rouen*. Année 1905, 4^e série, T. X, page 101.

indiquant que les pains de fantaisie sont vendus à la pièce et non au poids, car à quoi serviraient-elles ?

Ce boulanger, que la Cour de Caen vient de condamner, l'a été, parce que, est-il dit dans l'arrêt, ses pains de fantaisie étaient présentés à la clientèle comme ayant un poids déterminé que leur forme annonçait et de plus, parce qu'il avait déclaré qu'on disait toujours en demandant de ces pains « des pains de deux livres ».

Nous reconnaissons volontiers qu'il peut-être dans l'usage d'appeler des pains de fantaisie — « pains de deux ou trois livres » — mais nous prétendons qu'il n'y a pas lieu de trouver dans cet usage une arme contre les boulangers.

En effet, lorsque le maire prend un arrêté pour taxer le prix du pain, ce qu'il taxe, c'est le pain ordinaire — ce qu'on désigne couramment sous le nom de pain de ménage — mais non pas les pains affectant des formes spéciales que le boulanger est obligé de faire pour satisfaire aux désirs de sa clientèle riche.

Pour ceux-là, il est évident que la taxe ne peut s'appliquer; car, dans chaque ville, il est alloué par la taxe aux boulangers, une certaine somme sur le sac de farine pour sa cuisson et les frais de panification; et alors, si on veut obliger celui-ci à vendre au même prix des pains de fantaisie pesant le même

poids que les autres — pains lui demandant beaucoup plus de travail et lui occasionnant une plus grande perte sur la cuisson — il est manifeste qu'il aura intérêt à ne faire que des pains dits « de ménage ».

Dans ce cas les maires n'auraient qu'à prendre des arrêtés prescrivant une longueur et une forme unique pour le pain. — Il est à supposer que les réclamations ne leur manqueraient pas.

Dans l'arrêt de la Cour de Caen, le pain litigieux est un pain dit « Viennois » c'est-à-dire un pain vraiment de fantaisie, fabriqué avec une farine spéciale — le gruau — achetée en Autriche-Hongrie et d'un prix beaucoup plus élevé que les farines françaises ; pain, qui pour sa fabrication, exige des préparations spéciales pour lesquelles, les boulangers des villes d'eaux, comme c'était le cas, font venir des ouvriers spéciaux qui sont payés plus cher que les autres.

On comprendra facilement, que le maire lorsqu'il prend un arrêté concernant le poids du pain, ne prévoit pas ces questions spéciales ; ce qu'il vise, c'est le pain ordinaire, et on ne peut vraiment induire de ce qu'un client voyant dans un magasin un pain de fantaisie ayant l'apparence d'un pain de deux livres, voyant encore une coïncidence dans le prix de ce pain avec le prix de celui de deux livres, puisse à bon droit exiger que le boulanger lui

remette ce pain, avec la garantie qu'il pèse un kilog.

Pourquoi alors, ne pas exiger le poids pour les gâteaux ?

Pourquoi, lorsqu'on achète, chez un pâtissier ou un boulanger, une brioche dite « d'une livre », ne le fait on pas également poursuivre si elle ne pèse pas le poids ; — c'est cependant un usage constant de présenter ces brioches comme ayant un poids déterminé que leur forme annonce.

Nous retrouvons là, la même habitude que pour le pain, c'est-à-dire, demande par le client d'une brioche d'une livre, comme il a demandé un pain de deux livres en désignant un pain de fantaisie ; et cependant exige-t-il que le boulanger lui pèse sa brioche ? Evidemment non, bien qu'il sache qu'elle ne pèse pas le poids.

La Cour de Caen n'a pas semblé attacher d'importance à la déclaration du boulanger qu'elle a condamné, disant que les clients savaient bien que les pains ne pesaient pas le poids.

Si cependant ce fait est établi, la loi de 1851 ne peut plus s'appliquer, car il n'y a plus tentative de tromperie sur le poids. Or, nous avons démontré dans le chapitre précédent qu'aucun des pains pris dans la boutique d'un boulanger ne peut peser le poids et que ce dernier ne peut garantir leur exactitude ; — cela ne fait de doute pour personne et on ne pourrait soutenir raisonnablement qu'à

l'heure actuelle, il est encore des gens qui croient que les boulangers ont dans leurs magasins des pains d'un poids exact.

Il nous semble également qu'un client ne peut tirer argument de ce que son boulanger lui apportant son pain à domicile, il n'a pu voir les pancartes mises dans sa boutique indiquant que le pain de fantaisie est vendu à la pièce et non au poids.

En effet lorsque le boulanger accepte de porter le pain à domicile, il ne perçoit aucuns frais de transport à son client, et il semble que la Cour aurait dû rejeter un tel moyen.

II

Nous arrivons maintenant à la seconde partie de l'arrêt, c'est-à-dire celle qui vise le cas de la vente d'un pain ne pesant pas le poids, mais cela du consentement même du client qui préfère sacrifier le poids à une forme qu'il demande.

Sur ce point, nous ne comprenons même pas que des poursuites aient pu être exercées; car si dans ces cas là — qui sont loin d'être des exceptions — on voulait exiger que la forme soit également indicative du poids, ce serait vouloir nous forcer à manger le pain uniforme dont nous parlions précédemment et nous obliger à sacrifier nos

goûts personnels devant la nécessité pour le boulanger d'arriver à un poids déterminé.

Il est donc bien évident pour nous qu'il est d'abord impossible au boulanger d'obtenir que le pain par lui fabriqué ait un poids exact; et ensuite que la forme ne peut pas être indicative du poids.

Dans une très intéressante étude faite sur le décret du 22 juin 1863, présentée au Congrès International de 1900, M. A. Lefort, vice-président du Syndicat Général de la Boulangerie, proposait un modèle d'arrêté qui mériterait d'être étudié (1) :

« Article 1^{er}. — La forme et la dénomination du pain ne sont pas choses indicatives de son poids.

« Article 2. — La vente du pain aura lieu de gré à gré, à la pièce et au poids.

« Article 3. — Dans leurs magasins les boulangers devront livrer au poids toutes les quantités qui leurs seront demandées.

« Pour la formation de ces quantités, ils auront la faculté de se servir des gros pains ou pains de ménage, connus sous certaines dénominations familières, comme celles de pains courts, de quatre livres et de six livres, etc., et ils feront usage de poids et de balances.

(1). Voir le compte-rendu du 2^e Congrès International de la Boulangerie, tenu à Paris, au Palais des Congrès, du 16 au 18 juillet 1900, page 267.

« Article 4. — Ils auront la faculté de vendre
« à la pièce les pains de fantaisie connus aussi
« sous des dénominations familières, telles que
« pains longs (excédant 70 centimètres) pains
« galettes, pains polka, pains en couronne, pains
« dits de une livre, de deux livres et de trois
« livres, etc., sans que la vente au poids de ces
« pains soit pour cela interdite, les différents
« systèmes de vente étant laissés à la convenance
« et à la libre appréciation des vendeurs.

« Article 5. — En ce qui concerne le pain porté
« à domicile, la vente en sera faite soit à la pièce,
« soit au poids, après entente entre les acheteurs
« et les vendeurs, les conventions entre tiers
« faisant la loi des parties.

« Article 6. — Chaque fois que la vente du
« pain sera faite au poids, les boulangers seront
« tenus de procéder à un pesage effectif en pré-
« sence de l'acheteur ».

Certaines municipalités ont déjà adopté ces principes de la liberté de la vente au poids ou à la pièce. A Beauvais, par exemple, les articles 4 et 5 de l'arrêté municipal sont ainsi conçus :

« Article 4. — La vente du pain aura lieu de
« gré à gré, à la pièce ou au poids.

« Article 5. — Toutes les fois que la vente sera
« faite au poids, il sera procédé à un pesage
« effectif, si l'acheteur le demande ».

Et alors, à chaque changement de taxe, les boulangers de Beauvais reçoivent de la mairie une feuille semblable au fac-simile ci-dessous :

VILLE DE BEAUVAIS

—
PRIX DU PAINà dater du 1^{er} décembre 1905—
PAINS DE MÉNAGE VENDUS AU POIDS
PAIN BLANC DE PREMIÈRE QUALITÉ
—

Par 3 kilogrammes.....	1 fr. 08
Par 2 —	0 72
Par 1 —	0 38
Pour 0 fr. 20, on livre 500 grammes.	

—
Le pain moyen ou de deuxième qualité est vendu 3 centimes par kilogramme au-dessous du prix du pain de première qualité.

Les pains de fantaisie sont vendus à la pièce aux prix suivants :

Pains dits de 3 livres.....	0 fr. 58
Pains dits de 2 livres.....	0 40
Pains dits de une livre	0 20

—
Il est bien entendu que tous les noms donnés aux pains sont des dénominations familières indicatives de forme ou de volume et non des qualifications de poids.

Voilà donc le droit de vendre au poids ou à la pièce consacré par l'arrêté d'un maire.

Nous retrouvons dans le tableau adressé aux boulangers de Beauvais la même désignation pour

les pains de fantaisie que dans l'arrêt de la Cour de Caen, c'est-à-dire pains dits de deux livres ; car il est probable que dans la pratique les clients des boulangers de Beauvais ne leur demandent pas des pains *dits* de deux livres, mais tout simplement des pains de deux livres, comme le font ceux de la ville qu'habitait le boulanger poursuivi à Caen : seulement, il y a cette différence, c'est qu'à Beauvais un boulanger peut vendre du pain de fantaisie du poids qu'il veut, sans avoir rien à craindre, — grâce à l'arrêté du maire, — tandis que dans beaucoup d'autres villes ce droit ne lui est pas reconnu.

CHAPITRE IV

DANS QUELS CAS DEVRAIT S'APPLIQUER LA LOI
DU 27 MARS 1851

Pour que la loi du 27 mars 1851 puisse s'appliquer, il faut qu'il y ait eu tromperie ou tentative de tromperie.

Si l'on admet notre théorie : que le boulanger ne peut arriver à fabriquer des pains de poids exact et que de plus aucun de ses acheteurs n'ignore qu'ils ne pèsent pas le poids, si aussi on admet que la forme n'est pas indicative du poids, et que le boulanger est libre de vendre son pain au poids, ou à la pièce, quand y aura-t-il lieu à application de la loi de 1851. ?

Il est certain que sa portée sera très restreinte, mais n'en sera que plus juste.

Elle devra alors, selon nous, viser le cas unique où un client ayant demandé à son boulanger de lui donner par exemple un kilogramme de pain — non

de fantaisie — et l'ayant prié de le peser, celui-ci s'y sera refusé ou aura répondu qu'il garantit l'exactitude de son poids, alors que le contraire pourra être prouvé.

Dans ce cas, la tentative de tromperie, ou la tromperie seront nettement établies et une application rigoureuse de la loi sera opportune.

Par exemple, dans un arrêt de la Cour de Caen, du 18 janvier 1899, nous relevons ce motif :

« Attendu que le 31 août X... s'étant de nouveau
« rendue à la boulangerie Y... a pris deux pains
« de même forme, les supposant d'un poids égal
« à ceux dont elle se livrait journellement et que
« s'étant informée pour plus de sûreté auprès de
« la demoiselle Y..., préposée à la vente, si ces
« pains pesaient bien réellement 500 grammes, il
« lui a été à deux reprises différentes répondu
« affirmativement (1) ».

La Cour condamna le boulanger, se basant aussi — à tort selon nous — sur ce que la forme est indicative du poids ; mais le seul fait par le marchand, d'avoir par deux fois déclaré que son pain pesait le poids, alors que c'était inexact, devait suffire pour le faire condamner, car c'était bien le cas de tentative de tromperie prévu par la loi.

(1) Voir le *Recueil des Arrêts des Cours d'Appel de Caen et de Rouen*, année 1901, 3^e série, T. VI, page 120.

Si au contraire on admet qu'un client peut acheter un pain, sans demander qu'on le lui pèse, et ensuite faire constater que le poids ne lui a pas été livré pour que des poursuites soient exercées, c'est livrer les boulangers à la merci du premier venu qui par rancune ou pour toute autre cause pourra les faire condamner alors qu'en réalité la tentative de tromperie ou la tromperie n'existeront pas

TROISIÈME PARTIE

LA TAXE DU PAIN

Le décret de 1863 maintenait aux maires le droit de taxer, mais il est intéressant pour nous de connaître l'intention du Gouvernement — était-ce une mesure définitive qu'il entendait prendre ou bien seulement une mesure provisoire ?

Sur cette question, les circulaires détaillées que M. Armand Le Béhic, alors Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, envoya aux Préfets, ne nous laissent aucuns doutes.

Le Gouvernement Impérial n'entendait conserver aux maires, ce droit qu'à titre purement provisoire et voulait en arriver peu à peu à accorder une liberté complète.

Dans une de ces circulaires en date du 22 août 1863, nous lisons au début (1) :

(1). Voir *Annuaire de la Boulangerie de Paris*, publié par le Syndicat de la Boulangerie de Paris, année 1893, page 215.

« La pensée qui à inspiré le décret du 22 juin
« dernier, par lequel la liberté de la boulangerie a
« été proclamée à partir du 1^{er} septembre prochain,
« *conduit logiquement dans un temps plus ou moins*
« *éloigné à l'abolition complète de la taxe du pain.* —
« Toutefois, ce décret, loin de consacrer cette
« abolition immédiate, a réservé le droit de fixer le
« prix du pain, droit qui appartient aux maires en
« vertu de la loi des 19-22 juillet 1791 et qui ne
« pouvait leur être enlevé que par une loi.

« Il a été seulement décidé qu'on procéderait à
» une expérience qui fut de nature, sans rien
« brusquer ni compromettre, à faire juger les
« résultats à attendre, en ce qui concerne le prix du
« pain, du régime de la libre concurrence.

« C'est à cette expérience intéressante à tous les
« points de vue que je viens vous inviter à vous
« associer ».

Les maires avaient tendance à fausser l'application du nouveau régime, et ils comprenaient si peu l'esprit dans lequel était conçu le décret, que le Ministre, M. Le Béhic, dut fournir de nouvelles explications dans une circulaire adressée aux Préfets le 10 novembre 1863.

« Il importe, dit-il, de ne pas perdre de vue en
« effet, que le droit de taxer le pain attribué aux
« maires par la loi des 19-22 juillet 1791 ne leur a

« pas été enlevé et qu'il s'agit seulement, quant à
« présent, de faire une expérience consistant à
« suspendre l'exercice de ce droit, afin de pouvoir
« apprécier les résultats de la liberté complète
« accordée à la boulangerie même en ce qui concerne
« la fixation du prix du pain.

« Mais tout en reconnaissant que les maires ne
« sont pas dessaisis de leur droit, il faut leur faire
« bien comprendre que pour être réellement
« concluante, l'expérience dont il s'agit, doit être
« faite sur une grande échelle; qu'il doit y être
« procédé, autant que possible, partout simulta-
« nément et sans restrictions, qui en dénatureraient
« le caractère et les effets. Il est essentiel en outre,
« que ces administrateurs se rendent bien compte
« que l'essai auquel ils s'associent ne peut pas
« donner immédiatement des résultats sur lesquels
« on puisse baser une opinion définitive, et que cet
« essai devra être prolongé pendant un temps
« assez long, afin qu'il soit possible d'en tirer des
« arguments de quelque valeur pour ou contre le
« système nouveau (1) ».

Ce régime de demi-liberté devait naturellement entraîner la création de nouvelles boulangeries et

(1). Voir *Annuaire de la Boulangerie de Paris*, publié par le Syndicat de la Boulangerie de Paris. Année 1893, page 217.

comme conséquences momentanées : l'élévation du prix du pain.

Les maires saisirent immédiatement cette occasion pour user de nouveau de leur droit de taxer qu'ils n'abandonnaient qu'à regret et sauf dans quelques grandes villes où la boulangerie est complètement libre, dans presque toute la France, elle est restée soumise au régime réglementaire, sous des formes diverses que nous allons maintenant étudier.

CHAPITRE PREMIER

DES DIFFÉRENTS MODES DE TAXER

Actuellement en France, la taxe est établie sur quatre bases différentes :

- 1° Taxe officielle établie sur le prix des farines ;
- 2° Taxe officieuse établie sur le prix des farines ;
- 3° Taxe officielle établie sur le prix des blés ;
- 4° Taxe officieuse établie sur le prix des blés.

Pour bien faire comprendre les conséquences que peuvent entraîner ces différentes assiettes de la taxe, il nous paraît utile de citer quatre arrêtés pris par des municipalités ayant chacune adopté un de ces systèmes.

A Lisieux par exemple, c'est la taxe officielle basée sur le prix des farines qui est en vigueur, suivant arrêté du maire en date du 8 février 1898, ainsi conçu :

« Article 1^{er}. — La taxe du pain à Lisieux est
« basée sur le cours des farines de consommation
« au marché de Paris.

« Article 2. — Le cours des farines est établi chaque
« samedi à la mairie de la manière suivante : on
« fait la moyenne des « premières marques, bonnes
« marques et marques ordinaires » d'après les
« cours officiels des marchés de la semaine. Le cours
« moyen obtenu sert à déterminer la taxe pour la
« semaine suivante.

« Article 3. — Pour établir la taxe, on considère
« que le boulanger obtient avec le sac de 157 kilos
« net de farine, 192 kilogrammes de pain. On ajoute
« au prix de 192 kilogrammes ainsi déterminé
« 12 fr. 56 pour panification d'un sac, soit 8 fr. par
« 100 kilogrammes, le prix du kilogramme se
« trouve ainsi établi.

« Article 4. — La taxe est établie pour le kilo-
« gramme et pour la tourte de huit kilogrammes.
« Les variations ne se produisent que par 0 fr. 10 ou
« multiples de 0 fr. 10, sur le montant du prix de
« la tourte de 8 kilos, et par 0 fr. 0125 par kilo-
« gramme. Dans le cas. ou les calculs ci-dessus
« déterminés conduisent à une fraction de 0 fr. 10
« sur le montant de la tourte de 8 kilos, on néglige
« cette fraction si elle est égale ou inférieure à
« 0 fr. 05 par 8 kilos, c'est-à-dire qu'on prend le
« prix inférieur ; l'augmentation de 0 fr. 10 par
« 8 kilos, est au contraire prononcée si la fraction
« est supérieure de si peu que ce soit à 0 fr. 05.

« Article 5. — Il est tenu à l'Hôtel de Ville un

« registre indiquant les éléments des calculs faits
« chaque semaine et le montant de la taxe.

« Article 6. — La taxe est publiée chaque samedi
« et s'applique à partir du dimanche jusqu'au
« samedi suivant inclusivement. *La taxe est affichée*
« *à l'Hôtel de Ville et un exemplaire en est remis à chaque*
« *boulangier de la Ville qui est tenu de placarder*
« *ostensiblement cette taxe dès le dimanche matin à*
« *l'ouverture de sa boulangerie et à l'intérieur de celle-ci.*

« Article 7. — L'adjoint au secrétariat de la
« mairie calculateur de la taxe et le commissaire de
« police sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
« de l'exécution des présentes (1) ».

A Pont-l'Evêque, c'est également la taxe basée sur le prix des farines qui est en vigueur depuis le 10 juillet 1901, mais avec cette différence qu'elle n'est qu'officieuse et non officielle comme à Lisieux.

De plus l'arrêté qui l'établit, est précédé de considérants qui sont la condamnation des systèmes de taxes basés sur les blés ; considérants qui ne sont pas particuliers à cette ville, mais qui peuvent s'appliquer à toutes.

« Le Maire de la Ville de Pont-l'Evêque,

« Vu les articles 94 et 97 de la loi du 5 avril 1884.

« *Considérant que la quantité de blé exposée chaque*

(1). Voir aux *Archives de la Ville de Lisieux*, arrêtés sur la taxe du pain.

« semaine à la halle de Pont-l'Evêque est insuffisante
« pour les besoins de la boulangerie locale ;

« Que celle-ci est obligée de s'approvisionner de farine
« dans certains centres de production et que le prix de ces
« farines n'est pas en rapport avec celui du blé vendu à
« la halle de Pont-l'Evêque ;

« Que dans ces conditions, il y a lieu de modifier
« les bases sur lesquelles on s'appuie pour établir
« chaque semaine la taxe officieuse du pain,

« Arrête :

« Article 1^{er}. — A partir du 15 juillet 1901, la
« taxe officieuse du pain sera ainsi établie chaque
« semaine à Pont-l'Evêque :

« On prendra le prix maximum du sac de farine
« de 100 kilogrammes des quatre marques sui-
« vantes :

« A — Marques de choix.

« B — Premières marques.

« C — Bonnes marques.

« D — Marques ordinaires.

« On fera la moyenne du prix de ces quatre
« marques, on y ajoutera 8 francs pour frais de
« mutation et de cuisson et on divisera le total
« par 20 pour obtenir le prix de 6 kilog. de pain ;
« 100 kilog. de farine étant censés fournir 120
« kilog. de pain ;

« Article 2. — Le prix du pain ne pourra aug-
« menter ou diminuer que de 0 fr. 10 à la fois et

« seulement quand l'établissement de la taxe aura
« fait constater une augmentation ou une diminution
« de pareille somme.

« Le prix des 6 kilog. de pain dit « à la main »
« sera toujours supérieur de 0 fr. 10 au prix de la
« même quantité de pain brié (1) ».

Quant aux arrêtés basant la taxe du pain sur le prix du blé, bien qu'ils soient encore les plus nombreux, il est difficile, pour ne pas dire presque impossible, de s'en procurer.

Dans la plupart des communes où ils sont encore en vigueur, soit que la coutume soit la seule règle en cette matière et qu'il n'existe aucun arrêté ; soit que les maires voient un intérêt quelconque à ne pas les divulguer, nous n'avons pu nous procurer copie d'un arrêté établissant la taxe officielle basée sur le prix du blé, actuellement en vigueur, et nous en sommes réduits à ne pouvoir citer que celui de Pont-l'Evêque, supprimé depuis que la taxe sur les farines a été adoptée dans cette localité.

« Le Maire de la Ville de Pont-l'Evêque,
« Vu l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 ;
« Vu le paragraphe 6 de l'article 479 du Code Pénal,
« Considérant,
« Que la taxe du pain telle qu'elle est établie

(1). Voir aux *Archives de la Ville de Pont-l'Evêque*, arrêtés sur la taxe du pain.

« à Pont-l'Evêque repose sur des données inexactes ;
« Qu'elle a le grave inconvénient de ne pas être
« en rapport avec le prix de la matière première
« et de ne pas représenter le prix vrai du pain ;
« Qu'il y a donc lieu de la reviser et de l'établir
« sur des bases plus certaines et plus vraies,

« Arrête :

« Article 1^{er}. — La taxe du pain à Pont-l'Evêque
« est basée sur le cours moyen du blé constaté
« chaque semaine à la halle de cette ville ;

« Article 2. — Pour établir la taxe on considère
« que dans un sac de blé de deux hectolitres pesant
« 165 kilogrammes on retire 125 kilogrammes de
« farine donnant 156 kilogrammes de pain ;

« On ajoute au prix du sac de blé 12 francs
« pour frais de meunerie et de panification et on
« divise le total par 156. Le quotient donne le
« prix de un kilogramme de pain ;

« Article 3. — Le prix de la tourte n'augmentera
« ni ne diminuera jamais d'une fraction moindre de
« cinq centimes si le calcul donne un chiffre de
« centimes égal ou supérieur à 3 ou à 8 ; suivant le
« cas, les cinq centimes seront acquis ; ils ne le
« seront pas au contraire si le chiffre est inférieur
« à 3 ou à 8 suivant le cas ;

« Article 4. — Le prix du pain à la main
« s'obtiendra en ajoutant 0 fr. 02 centimes par
« kilogramme au prix du pain brié ;

« Article 5. — La taxe devra être affichée dans
« la boutique de chaque boulanger, elle sera valable
« à partir du mardi matin de chaque semaine
« jusqu'au lundi soir de la semaine suivante ;

« Article 6. — M. le Commissaire de police et
« le garde champêtre sont chargés de l'exécution
« du présent arrêté ;

« Article 7. — Tous les arrêtés antérieurs sont
« rapportés, mais seulement en ce qu'ils ont de
« contraire au présent.

« Fait à Pont-l'Evêque, le 14 mars 1898 ».

A Thury-Harcourt, c'est la taxe officieuse, basée sur le prix du blé qui est en vigueur, mais il n'y a pas d'arrêté spécial, on s'est contenté d'appliquer à cette commune celui pris par le Maire de Caen le 9 février 1829, ainsi conçu :

« Le Maire de la Ville de Caen, vu les plaintes
« des boulangers de cette Ville, etc. . .

« Arrête ce qui suit :

« Article 1^{er}. — A dater de ce jour pour déterminer
« le prix du pain en raison du prix du blé vendu à
« la halle de Caen, il sera déduit du poids du sac
« de blé, légalement constaté, la quantité de 13 kilo-
« grammes accordés aux meuniers pour mouture,
« déchet et évaporation.

« Au moyen de cette opération la quantité de
« pain qu'un boulanger doit retirer d'un sac de blé

« sera calculée sur une base fixe et invariable,
 « c'est-à-dire, sur le produit net qu'il obtient et
 « l'Administration n'aura plus à s'occuper de la
 « valeur comparative du blé avec celle de la
 « mouture puisque celle-ci suivra la même
 « proportion ;

« Article 2.— Les dépenses de toute nature allouées
 « aux boulangers sont fixées ainsi qu'il suit, savoir :

« CHAPITRE I^{er}. — *Frais réels*

« 1 ^o Prix du blé.....	
« 2 ^o Mouture.....	
« 3 ^o Chauffage du four.....	1.137 fr. 50

« CHAPITRE II. — *Frais accessoires*

« 1 ^o Location.....	360	00
« 2 ^o Entretien du four et des ustensiles.....	50	00
« 3 ^o Contributions.....	80	00
« 4 ^o Taxe de remplacement.....	20	00
« 5 ^o Poinçonnage des poids et mesures.....	3	50
« 6 ^o Ramonage des cheminées.....	5	00
« 7 ^o Logements militaires.....	6	00
« 8 ^o Eclairage.....	50	00
« 9 ^o Nourriture pour six personnes..	1.000	00
« 10 ^o Entretien et blanchissage.....	400	00
« 11 ^o Echange de billon.....	» »	» »
« 12 ^o Pertes accidentelles pour crédit.	100	00
« 13 ^o Salaire d'un ouvrier.....	120	00
« Total des dépenses.....	3.332	fr. 00

« Article 3. — La quantité de sacs de blé que
 « doit avoir un boulanger pour la Ville de Caen est
 « reconnue être en terme moyen de dix la semaine
 « ou cinq cent vingt par an.

« Article 4. — En conséquence, la dépense que
 « nécessite la conversion en pain de chaque sac de
 « blé est fixée à..... 6fr.40
 « dont il faut déduire le produit du son,
 « qui est annuellement et en terme
 « moyen sur toutes les qualités, de..... 2fr.50

« Reste à la charge du boulanger pour
 « chaque sac de blé..... 3fr.90

« Article 5. — Il est en outre accordé
 « aux boulangers, pour chaque sac de blé,
 « pour bénéfices et indemnités¹ résultant
 « de charges et pertes accidentelles,
 « dépenses imprévues au présent état une
 « somme de..... 3fr.00

« Ce qui porte la somme allouée aux
 « boulangers au-delà du prix d'acquisition
 « de chaque sac de blé, à..... 6fr.90

« Article 6 — Le tarif adopté en 1821 et mis en
 « vigueur en 1822 va être rectifié et calculé d'après
 « ces nouvelles bases pour ensuite être transcrit
 « avec le présent arrêté sur les registres de l'Hôtel
 « de Ville aux fins d'y avoir recours au besoin.

« Article 7. — L'application du tarif continuera
 « d'avoir lieu sur le prix moyen de deux halles qui

« concourent à l'approvisionnement de la Ville,
« c'est-à-dire qu'on ne fera qu'un prix de la
« halle du vendredi précédent avec celui du lundi
« ou la fixation aura lieu ».

Qu'elle soit basée sur le prix du blé ou sur le prix des farines, nous avons donc deux sortes de taxes : l'officielle et l'officieuse.

Avec la première, c'est l'affichage du prix du pain à l'Hôtel-de-Ville, la publication dans les journaux de la localité ; l'obligation pour le boulanger de l'afficher ostensiblement dans sa boutique aussitôt qu'elle est publiée ; enfin nécessité pour lui de ne vendre son pain qu'au prix établi par la taxe sous peine de contravention.

Avec la seconde, plus d'affichage de prescrit, plus d'obligation de ne pas vendre au-dessus du prix fixé, mais en fait, les journaux de la localité la publient le plus souvent, et si les boulangers, pour un motif quelconque, voulaient vendre au-dessus du prix qu'elle fixe, les maires ne manqueraient pas de rétablir l'officielle.

Le résultat est donc à peu près le même, que la taxe soit officieuse ou officielle, car, le boulanger ne sera pas plus libre avec l'une qu'avec l'autre.

Le fait par les maires de communiquer aux journaux, pour être publiée, la taxe officieuse, lui donne un caractère quasi officiel, en ce sens que les boulangers ne seront pas libres d'en tenir compte

ou non ; car s'ils la dépassent, on réclamera ; la seule différence réelle qu'il y ait, c'est qu'on ne pourra pas pour ce fait leur dresser contravention.

Nous nous bornerons donc à étudier :

1° La taxe basée sur le prix du blé.

2° La taxe basée sur le prix des farines ; sans tenir compte de la distinction en officielle ou officieuse.

SECTION I

Taxe basée sur le prix du blé

Ce genre de taxation a été le plus généralement employé, mais depuis quelques années, on s'aperçoit qu'il ne peut concorder avec le mode d'approvisionnement de la boulangerie et on tend de plus en plus à le remplacer par la taxation basée sur le prix des farines ; mais cependant, malgré cet heureux revirement, on peut dire qu'il est encore le plus usité.

Comment l'applique-t-on ?

La plupart des communes qui l'adoptent basent le prix du pain sur le cours moyen du blé constaté chaque semaine à leur halle.

On considérera par exemple que d'un sac de deux hectolitres de blé, on retirera 125 kilogrammes de farine, donnant 156 kilogrammes de pain ;

on ajoutera au prix du sac une certaine somme pour frais de panification et on obtiendra le prix du kilogramme de pain en divisant le prix du sac plus la somme fixée pour frais de panification par le nombre de kilogrammes de pain qu'on suppose obtenir avec ce sac de deux hectolitres.

Nous ne nous occuperons pas maintenant des frais de panification accordés au boulanger, réservant cette question pour plus-tard, nous étudierons seulement le point de savoir si une taxe établie sur le prix moyen du blé vendu dans la halle d'une commune peut offrir des garanties suffisantes pour servir de base à l'établissement du prix du pain.

Prenons comme exemple, la halle au blé de Pont-l'Evêque ; il résulte des recherches que nous avons faites à la mairie de cette ville, que dans l'année 1905, les jours où les marchés ont été le plus suivis, c'est-à-dire, le 23 janvier et le 4 décembre, il y a eu seulement 163 hectolitres de blé vendus un jour et 166 l'autre.

Par contre depuis le 27 mars jusqu'au 17 juillet le nombre d'hectolitres vendus a été une fois de 51, mais les autres jours, inférieur à 40, enfin le 24 et le 31 juillet, aucun vendeur ne s'est présenté (1).

Le prix du pain à Pont-l'Evêque n'est plus taxé sur le prix du blé, mais il l'a été ; d'autres villes qui

(1). Voir à la Mairie de Pont-l'Evêque, *Registre des Mercuriales*

n'ont pas une halle plus forte, le sont encore, et en présence de ces quelques chiffres, nous devons nous demander si réellement, il y a là des éléments suffisants pour établir une taxe.

Pour l'admettre, il faudrait que les boulangers ne s'approvisionnent pas ailleurs que chez les meuniers qui achètent à leur halle ; mais, ce n'est pas le cas, et pour plusieurs raisons.

D'abord, les meuniers qui s'approvisionnent ainsi par petites quantités, n'ont pas en général de moulins suffisamment perfectionnés pour leur permettre de fabriquer des farines de première qualité ; or les boulangers sont obligés pour satisfaire leur clientèle, d'acheter à de grands moulins ce que ceux de leur contrée ne peuvent leur donner.

Ces derniers leur livreront des farines à un certain prix, qui, le plus souvent, ne correspondra pas à celui du cours de la halle suivant lequel ils sont taxés.

De plus, tous les arrêtés taxent d'abord le pain de première qualité, c'est-à-dire celui qui en réalité est fait avec ces farines achetées dans les grands moulins et prescrivent par exemple une diminution de 0 fr. 05 ou 0 fr. 10 par kilog. pour le pain de deuxième qualité.

Il arrive donc ceci, c'est que le prix du pain se trouve établi sur celui d'un blé qui n'entre pas dans sa composition et que le pain de deuxième qualité

fait avec les farines pouvant provenir de ce blé vendu à la halle ne fera que suivre le prix du premier, avec une légère différence.

Cette taxe ne peut donc jamais être équitable car, pour la justifier, il faudrait que la halle soit suffisamment importante pour que les meuniers puissent y acheter en assez grande quantité pour approvisionner entièrement en farine, les boulangers qui en dépendent ; et il faudrait de plus que ces mêmes boulangers n'achetassent pas de farines ailleurs que chez les meuniers s'approvisionnant à leur halle.

Autrefois, alors que les communications étaient difficiles et qu'il n'y avait pas encore de moulins perfectionnés, cela pouvait peut être se faire et justifier ce mode de taxation, mais en tout cas on ne peut plus le soutenir maintenant.

La taxe ainsi établie est injuste pour le boulanger, car nous avons vu le cas se présenter, où aucune vente n'est faite à la halle, voir même plusieurs semaines de suite.

Quand cela se produira, tous les boulangers d'une commune seront donc forcés de subir une taxe remontant à plusieurs semaines, alors que peut-être partout le prix des blés et par suite des farines se seront élevés — Qu'en résultera-t-il pour eux ? — Augmentation de leurs prix d'achats — pas d'élévation du prix du pain.

.

Elle peut aussi devenir un danger pour les consommateurs, car au lieu d'avoir monté, le prix du blé peut avoir baissé — et cependant on n'en continuera pas moins à leur faire payer le pain le même prix.

De plus sur un marché aussi restreint, qui empêchera les boulangers et les meuniers de s'entendre pour acheter chaque semaine un certain nombre de sacs de blé à un taux élevé, de manière à surélever le prix moyen.

On objectera que le meunier n'a pas intérêt à payer cher le blé ; c'est entendu, seulement si les boulangers le menacent de ne pas lui acheter de farine, il sera bien obligé de marcher d'accord avec eux.

On peut aller plus loin, et les boulangers, s'ils veulent faire monter le prix du pain, peuvent se passer des meuniers et s'entendre avec un particulier quelconque pour lui acheter du blé à un prix élevé, alors qu'en réalité il n'y aura pas de vente ; ces ventes fictives, aucune administration ne peut les empêcher.

Ce système de la taxe, basée sur le prix du blé, nous entraîne à parler des marchés à cuisson qui en sont la conséquence forcée.

Qu'entend-on par marché à cuisson ?

C'est un traité qui intervient entre un meunier et un boulanger, par lequel le premier s'engage à

livrer au second de la farine, en lui accordant une certaine prime sur chaque sac de farine, à condition que ce dernier prenne de son côté l'engagement de se fournir chez lui pendant un temps déterminé, six mois, un an par exemple.

Voici comment les choses se passent, supposons par exemple que le prix du pain est de deux francs les six kilogrammes. — On admet en général que cent kilogrammes de farine donnent cent vingt kilogrammes de pain, c'est-à-dire vingt pains de six kilogrammes.

Le boulanger retirera donc quarante francs de ces 100 kilogrammes de farine.

Si donc le meunier avec lequel il a passé un marché à cuisson lui accorde habituellement une prime de huit francs, il devra dans ce cas, lui vendre les 100 kilogrammes de farine 40 fr. — 8 fr. c'est-à-dire 32 fr.

On a beaucoup critiqué ces marchés à cuisson en disant qu'ils plaçaient les boulangers sous la dépendance complète des meuniers en ne leur laissant aucune initiative et en ce qu'ils sont cause de l'élévation du prix du blé (1).

Nous pensons aussi que ces sortes de marchés

(1). Voir dans *l'Enquête sur la Boulangerie du département de la Seine*, ou recueil de dépositions concernant les commerces du blé de la farine et du pain faites en 1859, les réponses faites à la huitième question : Les marchés à cuisson sont-ils favorables ou contraires à l'intérêt des consommateurs ?

sont peu favorables au développement de la boulangerie, mais il faut d'abord voir si l'adoption par les boulangers d'une telle pratique n'est pas pour eux la conséquence forcée de leur assujettissement à la taxe basée sur le prix du blé vendu à leur halle.

Nous avons vu d'une part que le boulanger est obligé d'acheter une partie de ses farines en dehors de sa région ; qu'arrivera-t-il, c'est que le prix du pain par lui vendu, étant basé sur celui du blé vendu à sa halle, pourra ne pas lui laisser un bénéfice suffisant si le cours des farines qu'il achète est plus élevé. Et c'est un cas qui pour lui pourra se présenter souvent, principalement lorsqu'ainsi que nous l'avons déjà dit, aucun vendeur ne se présentera à sa halle et qu'un cours ancien, inférieur, sera maintenu.

Le boulanger ne voudra pas courir ce risque et il cherchera à s'assurer un bénéfice certain ; il y parviendra précisément au moyen des marchés à cuisson, le meunier lui offrant une prime fixe par sac de farine vendu.

Qu'arrivera-t-il d'autre part pour le boulanger s'il ne fait pas de marchés à cuisson avec les meuniers ? — C'est que ces derniers cesseront de s'approvisionner à sa halle et auront intérêt à acheter le blé le plus bas prix possible, car, ils n'en auront pas un écoulement assuré.

Ce sera donc forcément un abaissement du prix du pain et les boulangers ne réaliseront plus aucuns bénéfices, surtout si en plus le maire dans son arrêté ne leur accorde que des frais de panification dérisoires. Et, il se produira ce qui s'est déjà présenté dans une commune du Calvados : contrainte pour six boulangers sur douze de fermer leur boutique.

Les meuniers ont donc intérêt à faire des marchés à cuisson parcequ'ils s'assurent par là un placement régulier ; le boulanger y a intérêt également parcequ'il a un bénéfice assuré sur la cuisson de chaque sac de farine ; bénéfice qu'il ne serait pas certain d'avoir s'il était obligé d'acheter sa farine au cours du jour.

Mais pour que les boulangers acceptent de se mettre ainsi sous la dépendance des meuniers, on peut en tirer cette conclusion logique : c'est que, si les arrêtés des maires basant le prix du pain sur le prix du blé vendu à la halle, leur procuraient une juste rémunération, ils conserveraient leur indépendance.

Les marchés à cuisson présentent cette caractéristique qu'au lieu de voir le prix de la farine servir de base pour établir le prix du pain, c'est au contraire le prix de ce dernier qui sert à établir celui de la farine.

C'est évidemment illogique, et c'est une raison

suffisante pour faire rejeter les marchés à cuisson, mais malheureusement tant que la taxe sera ainsi établie sur le prix du blé vendu à la halle, la boulangerie sera bien obligée d'en faire.

Nous avons dit que ce genre de taxation était appelé à disparaître, car s'il a pu être juste dans un temps où les halles étaient suffisamment suivies pour permettre aux boulangers — qui alors achetaient eux-mêmes leur blé — de s'y approvisionner entièrement, les quelques chiffres que nous avons donnés et que nous retrouverions à peu près identiques — proportionnellement — dans toutes les halles, nous suffisent pour nous convaincre qu'il est maintenant impossible de baser le prix du pain sur le cours du blé vendu à la halle.

La condamnation de cette méthode, nous la trouvons dans beaucoup d'arrêtés pris par les maires, la remplaçant par la taxe basée sur le prix des farines, et qui pour expliquer la nécessité du changement, ont cru utile de faire précéder leur nouvel arrêté de considérants comme ceux-ci :

« Considérant que la quantité de blé exposé
« chaque semaine à la halle de Pont-l'Evêque est
« insuffisante pour les besoins de la boulangerie
« locale.

« Que celle-ci est obligée de s'approvisionner de
« farines dans certains centres de production et que

« le prix de ces farines n'est pas en rapport avec
« celui du blé vendu à la halle de Pont-l'Evêque ».

D'autres au contraire, ont adopté un système mixte, c'est-à-dire que le prix du blé vendu à la halle et le prix des farines concourent ensemble pour l'établissement de la taxe.

Le maire de Vire, par exemple, vient de prendre un arrêté de ce genre applicable depuis le 1^{er} janvier 1906 en vertu des considérations suivantes :

« Considérant que la taxe actuelle du pain est
« basée uniquement sur le prix moyen du blé
« vendu pendant le mois aux halles de Vire.

« Considérant que la quantité de blé acheté aux
« halles par la boulangerie représente à peine le
« sixième de la consommation annuelle de pain
« faite par la population Viroise.

« Que la taxe du pain à Vire, peut de ce fait être
« faussée pendant certains mois et ne pas corres-
« pondre aux cours des farines qui entrent pour les
« 5/6 dans la fabrication du pain.

« Considérant dès lors qu'il est nécessaire de
« modifier la base de cette taxe d'après les éléments
« entrant pour la moyenne partie dans la fabrication
« du pain, mais qu'il y a également intérêt pour le
« commerce local et pour l'agriculture à tenir

« compte dans le calcul de cette taxe du prix des
« blés vendus à la halle de Vire (1) ».

Nous ne pouvons admettre ce dernier système pour les mêmes motifs que ceux qui nous ont fait rejeter la taxe établie uniquement sur le prix du blé.

Nous avons vu que la taxe basée sur le prix du blé ne pouvait être équitable, qu'elle était même injuste ; pourquoi alors ne pas la rejeter tout à fait ; car, bien que n'entrant que dans une faible part dans les éléments qui serviront à établir cette taxe elle ne pourra faire que les fausser. — De plus, on ne peut valablement invoquer l'idée de protéger le commerce local quand cette protection de quelques uns devra s'exercer au détriment d'une autre branche de commerce.

Nous concluerons donc au sujet de la taxe établie sur le prix du blé, que si à une certaine époque, elle a pu être juste, elle doit maintenant pour les raisons que nous avons indiquées être rejetée.

Et, si beaucoup de maires l'ont déjà abandonnée, il n'y a pas motif de croire que dans les localités où elle subsiste il y ait nécessité suffisante pour justifier son maintien.

Malheureusement les boulangers sont bien forcés de la supporter lorsque leurs réclamations ne sont pas entendues, et il se trouve encore beaucoup de

(1). *Archives de la Mairie de Vire*, arrêtés sur la taxe du pain.

maires qui ne veulent pas entendre parler de taxes sur les farines.

C'est ainsi que dans une ville de l'Eure, que nous ne citerons pas, une Commission Municipale ayant été chargée en 1892 d'examiner une pétition des boulangers demandant la suppression de la taxe sur les blés pour la remplacer par la taxe sur les farines, déposa le rapport suivant, qui se passe de commentaires :

« Votre Commission, a fait valoir que de temps
« immémorial le prix moyen du blé à la halle a fait
« la base de la taxe du pain ; que cette façon d'agir
« en outre qu'elle est entrée dans les habitudes,
« offre non seulement un moyen plus pratique et
« plus facile de contrôle que le cours des farines
« mais qu'encore sa suppression entraînerait
« forcément la ruine de notre marché au blé ; qu'il
« n'y avait donc pas à s'arrêter à l'idée d'un
« changement de base de taxation qui porterait un
« coup mortel à notre halle et que le Conseil
« Municipal n'accepterait jamais ».

Tout au moins nous permettrons-nous de remarquer que les braves conseillers auxquels la loi avait subordonné les boulangers de cette localité, n'ont pas dû pendant la durée de leur mandat, bouleverser les antiques institutions locales de leur cité par de trop nombreuses innovations.

SECTION II

Taxe basée sur le prix des farines

Comment opère-t-on pour l'établissement de cette taxe ?

On prendra sur les Bourses de Commerce de Paris, le prix moyen de cent kilogrammes d'une ou plusieurs marques de farines, désignées à la cote sous la dénomination de marques de choix, premières marques, bonnes marques, marques ordinaires. — On admettra que les 100 kilogrammes de farine ont un rendement de 120 kilogrammes de pain.

On ajoutera à la moyenne obtenue une certaine somme déterminée par l'arrêté pour frais de panification et on divisera le total par 20 pour obtenir le prix de 6 kilogrammes.

Cette manière de procéder est la plus équitable en ce sens que les boulangers sont certains que le prix du pain qu'ils fabriquent sera établi sur celui des farines qu'ils achètent, ce qui n'était pas le cas avec la taxe établie sur le prix du blé, ainsi que nous l'avons vu.

Mais, si on examine ces arrêtés, on voit encore qu'ils créent des situations entièrement différentes aux boulangers suivant qu'ils habitent telle ou telle ville.

Prenons par exemple, les arrêtés des maires de Lisieux, Vire, Pont-l'Evêque et Bayeux.

Les deux premiers adoptent comme base le prix moyen des farines :

Premières marques.

Bonnes marques,

Marques ordinaires.

Pont-l'Evêque, le prix moyen des farines :

Marques de choix.

Premières marques.

Bonnes marques.

Marques ordinaires.

A Bayeux, c'est le prix moyen des farines de consommation dites « marques ordinaires ».

On comprend facilement que le prix du pain ne sera pas le même dans ces quatre villes, car, si la taxe est bien établie sur le prix des farines, par contre, il y a des variations quant aux choix des marques de celles qui doivent servir à la calculer.

A cette différence vient encore s'ajouter celle de la somme allouée pour frais de panification.

A Vire, Pont-l'Evêque et Lisieux par exemple, la taxe accorde au boulanger pour frais généraux et bénéfices une somme de huit francs par 100 kilogrammes; à Bayeux, l'allocation est de sept centimes par kilogramme; en somme les villes accordent plus ou moins suivant que le maire est bien ou mal disposé à l'égard des boulangers.

Nous pouvons d'ailleurs nous rendre un compte exact des fluctuations du prix du pain sans même sortir d'un département suivant qu'on se trouve dans telle ou telle commune.

Dans ce but, nous avons relevé aux Archives de la Préfecture dans les Mercuriales de l'année 1905, le prix du pain de première qualité dans une vingtaine de communes ; la simple lecture de ces chiffres suffira pour nous édifier à cet égard :

Année 1905

DÉPARTEMENT DU CALVADOS

Prix du kilogramme de Pain de première qualité

COMMUNES	JANV.	FÉVR.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILL.	AOUT	SEPT.	OCT.
Balleroy	0 33	0 33	0 33	0 34	0 34	0 34	0 33	0 34	0 34	0 34
Bayeux	0 39	0 38	0 39	0 33	0 34	0 35	0 34	0 34	0 34	0 34
Caumont	0 355	0 35	0 35	0 35	0 357	0 36	0 36	0 358	0 35	0 35
Isigny	0 34	0 33	0 33	0 34	0 35	0 35	0 35	0 34	0 34	0 34
Argences	0 36	0 36	0 36	0 36	0 37	0 36	0 36	0 35	0 35	0 35
Caen	0 38	0 39	0 38	0 39	0 35	0 38	0 38	0 38	0 38	0 38
Creully	0 36	0 35	0 35	0 36	0 36	0 37	0 37	0 36	0 35	0 36
Tilly-sur-Seulles . .	0 33	0 32	0 33	0 35	0 35	0 36	0 36	0 35	0 33	0 36
Villers-Bocage . . .	0 34	0 34	0 34	0 34	0 34	0 34	0 35	0 35	0 35	0 34
Falaise	0 36	0 352	0 352	0 36	0 36	0 36	0 36	0 36	0 354	0 36
Thury-Barcourt . . .	0 34	0 34	0 34	0 34	0 34	0 34	0 34	0 34	0 34	0 34
Ouilly-le-Basset . .	0 34	0 34	0 34	0 34	0 35	0 35	0 35	0 35	0 34	0 33
Orbec	0 333	0 333	0 333	0 333	0 333	0 333	0 333	0 33	0 325	0 325
St-Pierre-sur-Dives .	0 35	0 37	0 37	0 37	0 35	0 38	0 38	0 35	0 38	0 36
Pont-l'Évêque . . .	0 36	0 35	0 35	0 35	0 36	0 35	0 35	0 35	0 35	0 36
Aunay-sur-Odon . . .	0 36	0 36	0 36	0 36	0 36	0 36	0 36	0 36	0 35	0 35
Bény-Bocage	0 31	0 29	0 31	0 32	0 32	0 33	0 33	0 33	0 33	0 33
Condé-sur-Noireau . .	0 33	0 32	0 32	0 33	0 33	0 33	0 33	0 33	0 32	0 33
Saint-Sever	0 32	0 32	0 32	0 33	0 33	0 34	0 34	0 34	0 34	0 34
Vassy	0 32	0 30	0 32	0 32	0 30	0 32	0 32	0 32	0 33	0 33
Vire	0 33	0 31	0 33	0 31	0 33	0 34	0 34	0 35	0 35	0 35

Si nous examinons ce tableau, nous verrons qu'au mois de janvier par exemple, alors qu'à Bayeux, on payait le pain 0 fr. 39 le kilogramme, à Bénv-Bocage on ne le payait que 0 fr. 31 ; c'est donc une différence énorme de 0 fr. 08 par kilogramme que nous relevons et cela sans même sortir d'un département.

Il est juste d'ajouter que si le pain est si bon marché à Bénv-Bocage, c'est que la taxe qui y est adoptée est celle basée sur le prix du blé, et que l'allocation accordée aux boulangers pour frais de panification ne s'élève qu'à six francs ; mais même en ne prenant que des villes ayant adopté la taxe sur les farines, nous constaterions encore des différences appréciables.

Dans ces conditions nous sommes en droit de nous demander, si la taxation du pain est nécessaire et si elle peut être juste ; nous devons rechercher si au contraire elle ne devrait pas être modifiée ou même supprimée complètement.

Nous étudierons d'abord les motifs qui peuvent militer en faveur de la taxe, ensuite ceux qu'on fait valoir pour sa suppression et enfin les projets de loi qui ont déjà été déposés à ce sujet.

CHAPITRE II

DES ARGUMENTS INVOQUÉS EN FAVEUR DU MAINTIEN DE LA TAXE

On fait valoir comme argument principal en faveur du maintien de la taxe, qu'après le décret de 1863, abrogeant tous les anciens règlements concernant la limitation des boulangers, un grand nombre de nouvelles boulangeries s'ouvrirent, ce qui occasionna forcément une hausse dans les frais généraux et par contre coup augmentation du prix du pain.

Il faut même voir là, la véritable cause du maintien de la taxe, contrairement aux idées qu'émettait M. Armand Béhic dans ses circulaires.

Si maintenant, dit-on, on venait à supprimer complètement la taxe, nous arriverions au même résultat, et on serait bientôt obligé de la rétablir.

On invoque comme second argument, que dans les villes où la taxe a été supprimée complètement

et où par conséquent les boulangers sont libres de vendre au prix qu'ils veulent, le pain y est beaucoup plus cher que dans celles où la taxe existe.

Au point de vue politique on prétend aussi que les classes laborieuses, verraient dans la suppression de la taxe, une marque d'abandon de la part des pouvoirs publics et ne manqueraient pas de faire entendre de véhémentes protestations contre le gouvernement dans les moments où le pain serait cher.

Il n'y a dit-on, qu'à se reporter aux périodes diverses de notre histoire, pour se rendre compte qu'à chaque fois que le pain a atteint des prix élevés, le peuple en a toujours reporté la cause sur les pouvoirs qui ne savaient pas prendre les mesures nécessaires. « Les populations sont portées par
« suite de préjugés séculaires à attribuer soit aux
« manœuvres de la spéculation soit à l'avidité des
« commerçants les mouvements de hausse qui sont
« la conséquence naturelle de l'insuffisance des
« récoltes et que l'intervention de l'autorité leur
« apparaît comme la sauvegarde de leurs intérêts (1).

Les partisans de la taxe disent aussi qu'elle doit être maintenue pour cette raison, que si on accorde aux boulangers liberté entière, ceux-ci pourront

(1), Rapport d'Armand Béhic à Napoléon III, cité dans l'*Annuaire de la Boulangerie de Paris*, publié par le Syndicat de la Boulangerie de Paris, année 1893, page 222.

former entre eux des associations dans le but de ne pas se faire de concurrence et de maintenir le pain à des prix élevés qui leur assureraient de gros bénéfices.

Enfin, dernier motif, en cas de guerre, dit-on, on verra réapparaître les accapareurs qui voudront profiter de ce moment de trouble ; or il est nécessaire pour l'Etat d'assurer la réglementation du prix du pain, car il faut qu'il soit en mesure d'approvisionner ses troupes d'une manière régulière et ce sans être obligé de payer des prix par trop élevés qu'on voudrait lui faire supporter.

CHAPITRE III

DES ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA SUPPRESSION DE LA TAXE

SECTION I

Réfutation des arguments pour le maintien de la taxe

Avant de rechercher quelles peuvent être les raisons qui peuvent militer en faveur de la suppression de la taxe, nous réfuterons d'abord les arguments que l'on invoque pour son maintien.

Et d'abord a-t-on dit, la suppression de la taxe, entraînerait l'augmentation du nombre des boulangeries — ce serait le pain cher.

Nous trouvons la réfutation même de cet argument dans le « Principes d'Economie Politique » de M. Edmond Villey.

« Je n'entends pas nier, dit-il, que l'excès de la
« concurrence ne puisse avoir pour effet d'élever les
« prix par l'augmentation des frais de production :

« En admettant que 100 boulangers suffisent à
« l'approvisionnement d'une ville déterminée, on
« comprend que, s'il s'en établit 200, il en résultera
« une augmentation de frais généraux qui tendra à
« élever les prix, tout en restreignant les profits de
« chacun, parce que les frais généraux de chacun
« se répartiront sur une masse d'affaires moindres.

« Mais : 1° le fait que de nouvelles boulangeries
« s'ouvrent est une forte présomption que les
« boulangers réalisaient des profits supérieurs à
« ceux des autres emplois ; — 2° ce n'est pas la
« concurrence qui crée les producteurs et elle ne les
« déplace que pour répondre à des besoins réels ;
« dans la vie courante, elle ne fait que les diriger
« vers tel ou tel genre de production plutôt que vers
« un autre, et si ceux-là ne s'étaient pas faits
« boulangers, ils auraient vraisemblablement pris
« une autre carrière moins lucrative et consé-
« quemment plus encombrée ; — 3° enfin il faut
« bien remarquer que l'inconvénient signalé tend
« constamment à se corriger de lui-même, les
« profits diminuant à mesure que la concurrence se
« développe, et que celle-ci tend constamment à
« prendre des formes sous lesquelles elle puisse le
« mieux réaliser ce but qui s'impose comme
« fatalement à elle, l'abaissement du prix des
« produits et des services ; rien ne le prouve mieux
« que la substitution progressive qui s'accomplit

« sous nos yeux, des grands magasins au petit commerce (1) ».

Il est bien évident, en effet, que si on accorde la liberté à la boulangerie, il se produira les mêmes faits qu'après le décret de 1863, c'est-à-dire que de nouvelles boulangeries s'ouvriront et il en résultera à peu près certainement une hausse du prix du pain, mais, nous venons de le voir, il n'y aurait pas lieu d'attacher une importance trop grande à ce fait, que d'ailleurs, Armand Béhic, avait bien prévu lorsqu'il disait dans une de ses circulaires :

« Il est essentiel que ces administrateurs (les « maires) se rendent bien compte, que l'essai « auquel ils s'associent, ne peut pas donner immédia- « tement de résultats sur lesquels on puisse baser « une opinion définitive et que cet essai devra être « prolongé pendant un temps assez long, afin qu'il « soit possible d'en tirer des arguments de quelque « valeur pour ou contre le système nouveau (2) ».

Ce qu'il faut, ce n'est pas de vouloir constater le résultat aussitôt le nouveau système adopté et appliqué ; il faut savoir attendre, car, si pendant quelque temps, il peut s'en suivre une augmentation, par contre il est établi que l'exercice de la libre

(1). *Prineipes d'Economie Politique* de M. Edmond Villey, 2^e édition, page 163.

(2). Voir *Annuaire de la Boulangerie de Paris*, publié par le Syndicat de la Boulangerie de Paris, année 1893, page 220.

concurrence ne manquera pas de produire bientôt des effets bienfaisants.

Les boulangers qui préféreront réaliser un plus petit bénéfice sur un grand nombre de clients, qu'un gros, sur quelques uns seulement, vendront à un prix tel, qu'ils auront encore une rémunération suffisante, assurée ; les autres seront bientôt forcés de baisser également leurs prix et nous verrons pour la boulangerie se produire le même phénomène que pour les autres commerces ; — partout où on saura que les boulangers réalisent de gros bénéfices, immédiatement les capitaux se porteront là et dans un temps relativement court, on arrivera à une baisse certaine.

Nous ne pouvons mieux faire que de citer cette autre critique fort juste de la taxe de M. Edmond Villey, qui renferme également aussi une justification éclatante de l'influence heureuse que pourrait exercer la libre concurrence sur le prix du pain :

« Aujourd'hui encore, ne voit-on pas en maint
« endroit les municipalités s'autorisant d'une loi
« des 19-22 juillet 1791 qui n'a jamais été abrogée,
« taxer le pain et la viande tout comme au temps
« de Charlemagne ! — C'était bien cela, alors que
« les bouchers, jusqu'en 1858. les boulangers
« jusqu'en 1863, formaient des corporations fermées
« et pourvues d'un monopole, le défaut de

« concurrence rendait la taxe nécessaire. — Mais,
« sous un régime de libre concurrence, que craignez-
« vous ? — Il est clair d'abord, que si la cherté du
« pain ou de la viande a pour cause une disette, la
« taxe n'y changera rien ; car, la cherté n'est que
« l'effet, nullement la cause du mal. — Craint-on
« que les boulangers ne s'entendent par un accord
« exprès ou tacite pour maintenir les prix à un taux
« excessif ? — J'accorde que cela n'a rien d'impos-
« sible, que cela est même assez fréquent, quoi
« qu'il est presumable que les prix ne peuvent être
« maintenus par là à un taux exorbitant dans des
« professions qui ne demandent ni un bien long
« apprentissage, ni de bien gros capitaux. — Mais
« l'autorité a de bien meilleurs moyens à sa
« disposition que la taxe. — Ce qui manque parfois,
« à la concurrence, c'est d'être exactement rensei-
« gnée sur les conditions du marché. — Affichez
« partout, à des intervalles rapprochés les prix
« courants de la matière première, du blé, joignez-y
« si vous voulez le coût normal de production que
« vous êtes bien obligé de connaître pour taxer et
« soyez sûr que la concurrence toujours en éveil saura
« bien empêcher bouchers et boulangers de faire des
« profits extraordinaires, cela vaudra mieux que la
« taxe. — Car, la taxe repose toujours sur des bases
« incertaines, sur des mercuriales anciennes,
« souvent mal établies et qui risquent fort d'être

« inexactes le jour où on les applique ; inutile si
« elle est au-dessus du prix naturel, elle devient
« inique si elle au-dessous ; c'est forcer certaines
« catégories de producteurs à travailler à perte ; ils
« se rattraperont sur la qualité et le poids ; on les
« pousse à la fraude ; et puis il faut régler les
« qualités et les catégories au détriment des consom-
« mateurs qui ne sont plus libres d'acheter à leur
« guise, et avec tout cela, on répand dans les
« masses la croyance que le prix des subsistances
« dépend du Gouvernement. — Une taxe sur un
« objet préparé ou fabriqué alors que les premiers
« et les autres éléments du coût de production ne
« sont pas taxés, est un véritable non sens. — La
« Convention avait été plus logique ; elle avait tout
« taxé et l'on sait le résultat (1) ».

Nous trouvons dans cette citation de M. Villey la réponse aux arguments invoqués pour le maintien de la taxe, savoir ; les coalitions possibles entre les boulangers, et la responsabilité que les classes laborieuses font endosser à l'Etat dans les époques de cherté du pain.

Si, en effet, on admettait pareilles ententes chez les boulangers, pourquoi ne les admettrait-on pas également dans les autres branches de commerce et n'en réglerait-on pas toute espèce.

(1) Ed. VILLEY, *Principes d'Economie Politique*, 2^e édition, page 239.

Quant à la prétendue responsabilité de l'Etat, c'est une erreur qui est entretenue par la taxe dans l'esprit des populations et qu'il y aurait intérêt à voir disparaître puisque c'est faire croire à tort que l'Etat est le maître du prix des subsistances alors qu'il n'y est pour rien.

Nous estimons enfin, qu'on ne doit pas se baser sur les difficultés qui pourraient exister en cas de guerre, pour maintenir la taxe.

L'état de guerre, n'est pas en effet, la condition ordinaire dans laquelle se déroule la vie économique d'un pays, c'est une situation tout à fait accidentelle et qui tend heureusement à devenir de plus en plus rare.

Par suite, si on estime que des mesures spéciales doivent être prises dans ces cas spéciaux, ce n'est pas une raison pour faire des règlements que rien ne nécessite, lorsque la vie économique se déroule naturellement.

Voyons maintenant quels sont les arguments qui peuvent être invoqués pour une suppression complète de la taxe.

SECTION II

Arguments en faveur de la suppression

En se plaçant à un point de vue général, on peut dire que ce qui a nécessité l'établissement d'une

taxe, ce sont surtout les difficultés de communications d'un pays à l'autre, voir même d'une province à une autre.

Nous nous sommes attachés dans le rapide historique que nous avons fait, à démontrer ces difficultés de toute nature, et les documents que nous avons apportés sur la terrible disette de 1812, établissent qu'il n'y a même pas un siècle, elles étaient encore à redouter.

De pareilles difficultés de circulation existent-elles encore aujourd'hui et courons-nous le risque de voir des disettes semblables se reproduire ? — C'est peu probable, pour mieux dire impossible. — Car, pour cela, il faudrait admettre que les récoltes soient mauvaises, non pas dans une province, non pas seulement dans toute la France, mais dans le monde entier.

Maintenant, en effet, grâce aux progrès de la civilisation, grâce aux améliorations sans cesse apportées dans les moyens de transport, tant par eau que par terre, c'est de toutes les parties du monde que les blés sont envoyés sur les marchés qu'on sait les moins approvisionnés par suite de mauvaises récoltes.

On peut donc rejeter l'idée de famine comme ne devant plus se représenter sauf peut-être dans le cas d'une guerre ; mais nous avons vu que c'était une situation tout à fait exceptionnelle, qui ne

pouvait être invoquée pour demander le maintien de la taxe.

La crainte des disettes et famines ne peut plus être un motif suffisant pour la légitimer, car si autrefois elles étaient fréquentes, nous n'avons plus à redouter le retour de pareils faits.

Si nous nous plaçons à un autre point de vue, nous remarquons que la loi de 1791 assurait aux boulangers un monopole, en limitant leur nombre.

On se basait sur le nombre d'habitants dans une commune et on disait : pour tant d'habitants, il doit y avoir tant de boulangers.

C'était donc leur garantir une clientèle à peu près stable et sur laquelle le boulanger pouvait compter ; il était naturel que par contre l'Administration fixât la taxe du pain : c'était une compensation.

Le décret de 1863 supprime tous les règlements limitant le nombre des boulangers. — Nous en avons vu la conséquence immédiate : augmentation considérable de leur nombre.

Qu'en résulte-t-il ? C'est la division de la clientèle ; par suite, diminution de la vente. — Il n'est donc pas équitable, du moment qu'on permet de s'établir boulanger à quiconque le voudra, de continuer à vouloir réglementer les bénéfices qu'il peut faire.

Non seulement la taxe est contraire à l'intérêt du

boulangier, mais elle est encore opposée à celui du consommateur.

Supposons par exemple que nous sommes dans une localité où le prix du pain est basé sur le prix du blé, qu'arrivera-t-il ? — C'est que les boulangers, au lieu de s'approvisionner dans de grands moulins qui pourraient leur donner des farines de meilleure qualité, seront souvent tenus par des marchés à cuisson de se fournir chez des meuniers de leur localité achetant à la halle.

Le consommateur sera donc par le fait de la taxe obligé de manger du pain de moins bonne qualité.

De plus il est facile de comprendre que dans certains cas il pourrait avoir le pain à bien meilleur marché qu'il ne le paie.

Admettons en effet qu'un boulanger disposant de capitaux ait acheté un grand stock de farines à très bon marché ; survient une hausse, il aura son approvisionnement fait et, s'il est soumis à la taxe, il réalisera de gros bénéfices, car, naturellement, il se gardera bien de vendre à un prix inférieur, bien qu'ayant payé sa farine moins cher.

Si, au contraire, le boulanger est libre, il pourra vouloir profiter de cette occasion qui s'offre à lui d'augmenter sa clientèle en vendant le pain moins cher que ses concurrents tout en réalisant encore un certain bénéfice.

Qu'elle soit établie sur le prix des blés ou sur

celui des farines, la taxe est aussi contraire à l'intérêt des boulangers.

Chaque arrêté leur octroie une prime de cuisson et de panification; or, nous prétendons qu'il est impossible de l'établir d'une façon équitable parce que les maires ne possèdent pas les éléments d'appréciation nécessaires pour le faire.

Que comprennent ces frais de panification? — Nous en trouvons un exposé assez complet dans le rapport de M. Dujardin-Beaumetz sur le projet de loi Mougeot dont nous parlerons plus loin.

« Ils se composent de l'intérêt du capital repré-
« senté par les fonds de commerce, du loyer, des
« contributions, de la taxe des poids et mesures,
« des assurances, de l'entretien de l'atelier et du
« matériel de manutention, de l'entretien de la
« boutique, du montage et de l'emmagasiner des
« farines, du vidage des sacs et du pelletage pour
« le mélange, des intérêts du capital pour crédits
« et fonds de roulement, des cotisations syndicales,
« de la main-d'œuvre de panification, du portage
« du pain, du combustible pour le chauffage du
« four, du blanchissage et usure des cottes et
« torchons, de l'éclairage de la boutique et du
« fournil, du sel, levure et fleurage; enfin du
« bénéfice commercial du boulanger qu'il n'est
« pas possible d'écarter, attendu qu'il est la

« rémunération légitime de ses risques et de son
« travail propre (1).

Quand on voit tous les éléments qui rentrent dans les frais généraux de la fabrication du pain, on se demande s'il est vraiment possible aux maires de se procurer des renseignements suffisants avant de fixer le montant de l'allocation.

Le plus souvent ils font mieux et ils n'en prennent aucuns, car, il n'y a pas à se tromper, la plupart du temps, les maires prennent leurs arrêtés sans même consulter les boulangers qui seuls cependant pourraient les renseigner.

Ils se contentent de se reporter à d'anciens arrêtés ou de fixer une certaine somme qui peut leur paraître convenable.

Précisément à cause de cette multiplicité d'éléments qui rentrent dans les frais généraux, nous prétendons qu'une taxe ne peut être équitable.

Pour qu'elle le soit, il faudrait qu'elle tienne un compte exact de toutes ces dépenses ; or, il serait indispensable d'admettre que les frais sont les mêmes pour tous les boulangers d'une localité, ce qu'on ne peut soutenir.

Il est évident qu'un boulanger qui a un magasin

(1). Voir le Rapport de M. Dujardin-Beaumetz sur le projet de loi Mougeot, cité dans le *Bulletin de l'Union des Syndicats de la Boulangerie Française*, page 212.

luxueusement installé sur un boulevard, ou dans une rue centrale, aura beaucoup plus de frais qu'un de ses confrères installé dans un centre ouvrier ; peut-être feront-ils autant d'affaires l'un que l'autre, mais le capital engagé ne sera pas le même, le prix du loyer différera et tous les autres frais généraux également.

Il arrivera alors ceci, c'est que les bénéfices réalisés ne seront pas les mêmes et cependant c'est ce qu'on serait en droit d'exiger, si la taxe pouvait être juste, en admettant bien entendu un même prix d'achat des farines ayant servi à la fabrication.

Comme conséquence, le boulanger restreindra ses frais généraux, et ce au détriment du consommateur.

Dans un discours qu'il prononçait au Congrès de 1890, M. Frédéric Passy dans un style fort humoristique a exposé cette impossibilité pour les maires d'apprécier tous les éléments qui composent les frais généraux, entre autres le crédit, dont nous n'avons pas encore parlé :

« Si, Messieurs, dit-il, vous avez dans votre
« commerce des chances de mauvaise paye, il est
« incontestable que sous peine de faire de mauvaises
« affaires — et on ne fait pas le commerce dans ce
« but — vous êtes forcé de faire entrer ces chances
« défavorables dans vos frais généraux. Voilà les

« éléments qu'aucun Gouvernement, qu'aucune
« Administration ne peuvent apprécier parce qu'ils
« sont individuels, parce que c'est à chacun à
« savoir s'il veut courir plus de risques en faisant
« payer sa marchandise un peu plus cher, s'il veut
« avoir plus de pitié à certains moments de ceux
« qui ne sont pas en état de donner d'argent, à la
« condition toutefois de tâcher de se rattraper sur
« l'ensemble de ses produits et d'imiter les tailleurs,
« qui autrefois — cela se fait encore aujourd'hui,
« mais beaucoup moins, car souvent on achète des
« vêtements au comptant — et d'imiter, dis-je, ces
« tailleurs qui faisaient solder par les bons payeurs,
« les dettes des mauvais. Tout le monde, jusqu'à un
« certain point, est obligé d'agir de même. — Mais,
« où, je me le demande, M. le Maire, trouvera-t-il
« le moyen d'apprécier tous les éléments qui
« devraient entrer dans la détermination du prix
« de revient de votre marchandise et vous permettre
« de réaliser le bénéfice honnête sans lequel on
« n'exerce pas une industrie, car enfin, c'est
« bientôt dit : « on va taxer d'après le cours du
« blé et de la farine, et on va laisser aux boulangers
« une marge suffisante ! », Mais, est-ce que
« ces cours composent à eux seuls le prix de
« revient ? Le loyer, le quartier, le salaire plus ou
« moins élevé, suivant la région, les difficultés de la
« paye auxquelles j'ai fait allusion, tout à l'heure,

« l'étendue de la fabrication qui peut permettre à
« celui qui cuira un certain nombre de sacs de se
« contenter d'un bénéfice plus faible que celui qui
« en cuira une moindre quantité, les exigences de
« la clientèle qui ne voudra ici que du pain parfait
« tement frais, qui exigera là qu'on le lui porte à
« domicile, qu'on le lui monte au troisième ou au
« quatrième étage, tandis que dans un autre endroit,
« le client voudra se faire couper son morceau de
« pain sur le comptoir du boulanger, est-ce que ce
« ne sont pas autant de considérations qui ne
« peuvent entrer dans l'évaluation de la taxe
« municipale (1) ».

Il y a un argument en faveur du maintien de la taxe auquel nous n'avons pas encore répondu et ce à dessein, parce que maintenant que nous avons montré toutes les injustices qu'elle peut entraîner, nous comprendrons mieux pourquoi au lieu d'être un argument en sa faveur, il se retourne contre elle.

On a dit : remarquez toutes les villes où le commerce de la boulangerie est libre, le pain y est plus cher que dans celles où il fait l'objet d'une taxe.

Nous répondrons d'abord que si nous prenons comme exemple le Calvados, où nous n'avons qu'une

(1). Compte-rendu du *Congrès International de la Boulangerie* tenu à Paris du 28 juin au 2 juillet 1889, page 149.

ville où le commerce de la boulangerie soit libre, Caen, nous remarquons d'après les mercuriales que nous avons citées précédemment, que le pain n'y est pas plus cher qu'à Bayeux où cependant la taxe est en vigueur.

Mais le serait-il que nous prétendrions devoir encore en tirer argument en faveur de la suppression de la taxe. — Car, en vertu des principes que nous avons émis, si avec un régime de liberté les boulangers réalisaient de trop gros bénéfices, la concurrence ne tarderait pas à faire baisser les prix. — Si, néanmoins, ceux-ci se maintiennent plus élevés que ceux des villes taxées, il faudra voir là une preuve que la boulangerie dans ces dernières n'est pas heureuse et que sa situation devrait être améliorée.

SECTION III

Du Droit de recours accordé aux Boulangers contre les Arrêtés des Maires

Jusqu'ici nous avons admis que les arrêtés pris par les maires l'étaient avec esprit de justice, c'est-à-dire avec désir de la part de ceux-ci de ne pas porter atteinte aux droits des boulangers.

Mais nous pouvons nous trouver en présence

d'arrêtés ridicules, dans le genre de celui d'un certain maire qui, paraît-il, taxait sur l'aspect de la future récolte; ou encore d'arrêtés justifiés seulement par l'intention de s'attirer les sympathies d'électeurs au moment d'élections, sans s'occuper s'ils portent préjudice ou non à la boulangerie.

Les boulangers pourront alors user du droit de recours que leur donne l'article 31 de la loi des 19 et 22 juillet 1791.

« Les réclamations élevées par les marchands
« relativement aux taxes ne seront en aucun cas
« du ressort des Tribunaux de district; elles seront
« portées devant le Directoire du Département qui
« prononcera sans appel.

« Les réclamations des particuliers contre les
« marchands qui vendraient au-dessus de la taxe
« seront portées et jugées au Tribunal de Police,
« sauf l'appel au Tribunal de district ».

C'est donc au Préfet, que les boulangers devront s'adresser s'ils ont à réclamer contre l'arrêté d'un Maire; mais ce que la loi ne fixe pas, c'est le délai dans lequel le Préfet devra statuer.

En fait, il arrivera ceci, c'est que la plus grande partie des recours, à moins qu'ils ne soient basés sur des injustices absolument flagrantes, ne seront pas admis par les Préfets qui seront plutôt portés à donner raison aux Maires, avec lesquels ils ont

intérêt à être en bonnes relations puisqu'au besoin ils pourront avoir en eux des agents électoraux.

Il est vrai que si le recours est rejeté par le Préfet, les boulangers pourront en appeler au Ministre ; encore y a-t-il peu de temps que ce droit leur a été reconnu, car c'est seulement par un arrêt en date du 31 juillet 1903, que le Conseil d'Etat a consacré ce principe.

« Considérant, dit cette décision, que si d'après
« l'article 31 de la loi des 19-22 juillet 1791, les
« directoires des départements prononçaient sans
« appel sur les réclamations élevées par les
« marchands, relativement aux taxes, les Préfets
« qui ont été investis des attributions adminis-
« tratives de ces directoires, ne les exercent que
« sous l'autorité des Ministres dont ils sont les
« subordonnés, ainsi que le rappelle d'ailleurs
« l'article 6 du décret du 25 mars 1852. Qu'il
« appartenait au Ministre de l'Agriculture dans les
« attributions du quel rentrent les questions
« relatives aux subsistances, de prononcer sur le
« recours formé devant lui, contre l'arrêté pris par
« le Préfet de l'Oise au sujet de la réglementation
« de la vente du pain dans la Ville de Beauvais,
« qu'ainsi en refusant de statuer le Ministre a
« méconnu sa compétence ; la section du conten-
« tieux décide :

« Article 1^{er}. — La décision sus-visée du Ministre
« del'Agriculture en date du 8 décembre 1900 est
« annulée ».

Si donc on veut maintenir aux Maires le droit de taxer, il faut au moins donner aux boulangers une voie de recours dont ils puissent faire usage et non pas celle qu'ils ont actuellement.

En examinant la date de la décision du Conseil d'Etat que nous venons de citer, 31 juillet 1903, la date de la décision du Ministre, 8 décembre 1900, et en y ajoutant le temps qu'il a fallu au Préfet de l'Oise pour examiner le recours, on peut se rendre compte du préjudice qui peut être causé aux boulangers si pendant une aussi longue période on peut les forcer à travailler à perte.

Dans les projets de loi qui ont été déposés depuis 1863, on a proposé des voies de recours qui seraient plus efficaces, mais nous ne les étudierons pas, car elles deviendraient inutiles, si on voulait admettre que la taxe ne pouvant être justement établie, on la supprimait radicalement.

SECTION IV

De la taxe du pain à l'étranger

Tous les pays ont accordé le régime de la liberté

à la boulangerie, et ce nous est un motif de plus pour demander qu'il en soit de même en France.

En Angleterre où la taxe fut longtemps en honneur, elle a été supprimée : à Londres en 1822 par un décret de Georges IV et en province par décret de William IV, en 1836.

A ce sujet, on a précisément soutenu que le pain étant plus cher dans ce pays qu'en France, c'était une raison pour maintenir la taxe. Mais il suffit de lire dans la grande enquête sur la boulangerie de 1859 les réponses faites à la 11^e question, « Y a-t-il
« des motifs spéciaux de penser que l'extension de
« la liberté commerciale produirait à Paris, en ce
« qui concerne la consistance des ateliers, des
« résultats différents de ceux qui sont constatés à
« Londres où il n'existe que de petits ateliers », pour se convaincre, qu'on ne peut tirer argument de la plus grande élévation du prix du pain dans ce pays où la liberté existe, pour maintenir la taxe chez nous, à moins d'invoquer des motifs de l'ordre de ceux que M. Doussaint Péant, faisait entendre :
« Je sais très bien qu'en Angleterre, dit-il, il
« n'existe pas de taxe ; en Belgique c'est à peu près
« la même chose ; il y a d'autres pays où cela se
« pratique aussi ; mais, avec le caractère français
« je crains les émeutes ; je crains qu'on ne casse les
« vitres et qu'on n'enfonce la boutique des

« boulangers, à ce point de vue la taxe doit être
« maintenue (1) ».

Cette réponse a tout au moins dû avoir le mérite de causer une douce hilarité aux Conseillers d'Etat qui l'entendaient.

Ce que cette enquête de 1859 permet de constater, c'est qu'il est impossible de comparer le prix du pain en France et en Angleterre et ce pour des raisons multiples.

La farine par exemple, y est plus chère que chez nous et le pain n'y est pas la base de l'alimentation ; de plus les frais généraux, les droits de police y sont aussi plus élevés.

Mais l'Angleterre n'est pas la seule à avoir admis le principe de la liberté de la boulangerie ; aux Etats-Unis il n'y a jamais eu de taxe ; en Allemagne, également, enfin la Belgique, l'Italie et l'Espagne l'ont depuis longtemps rejetée.

(1). Voir l'*Enquête sur la Boulangerie du département de la Seine* ou *Recueil de Dépositions* concernant les commerces du blé, de la farine et du pain, faites en 1859, page 12.

QUATRIÈME PARTIE

DES PROJETS DE LOI DÉPOSÉS DEPUIS 1863 EN VUE DE MODIFIER LA RÉGLEMENTATION ACTUELLE

La boulangerie, par l'intermédiaire de son Syndicat Général, a fait porter ses réclamations au Parlement.

En 1881, le 11 avril, M. Naquet, député de la Vaucluse, dépose un projet de loi tendant à l'abrogation de la loi des 19-22 juillet 1791, mais le retira, il est vrai, le 11 juin suivant.

De nouveau, en 1888, M. Yves Guyot dépose sur le bureau de la Chambre une proposition tendant à l'abrogation de cette loi.

Le 17 octobre 1888, celle-ci fut prise en considération par la Chambre; c'était le renvoi à une

Commission spéciale; mais, les partisans de la taxe ayant été élus dans six bureaux, alors que ceux qui lui étaient opposés ne l'étaient que dans cinq, la taxe l'emporta et la proposition fut rejetée.

Elle fut une fois de plus déposée, le 5 décembre 1895, par M. Aynard, député de Lyon et fut prise en considération par la Commission d'initiative.

Elle avait été mise en tête de l'ordre du jour de la séance du 27 novembre 1896, mais l'obstruction de M. Gabriel Deville, député socialiste, empêcha la Chambre de statuer au cours de la législature qui prenait fin.

A la nouvelle Chambre, M. Aynard reprit sa proposition et réunit 108 signatures. — Elle fut déposée le 29 mars 1899 et obtint que sans passer par la Commission d'initiative, elle fut renvoyée directement à la Commission du Commerce et de l'Industrie.

Au mois de juin suivant, la Commission entendit les représentants de la boulangerie.

La Commission ne fut pas d'avis d'accorder la liberté absolue, mais seulement de donner des garanties contre l'arbitraire des maires.

A cet effet, elle donna pouvoir à son président, M. Alexis Muzet, député du premier arrondissement de Paris, pour lui présenter un rapport avec le texte des dispositions de nature à assurer la réalisation des intentions de la Commission.

Enfin, le 29 janvier 1901, M. Jean Dupuy, ministre de l'Agriculture, déposait le projet de loi suivant (1) :

« Article 1^{er}. — Les municipalités n'auront la
« faculté d'établir une taxe pour le pain que lorsque
« le prix du kilogramme de pain de première
« qualité dépassera chez la moitié plus un des
« boulangers de la localité quarante centimes pour
« les villes de 15,000 habitants et au-dessus et
« trente-cinq centimes pour les communes de moins
« de 15,000 habitants.

« Article 2. — Les pains dits de luxe et de
« fantaisie vendus à la pièce ne pourront pas être
« soumis à la taxe.

« Article 3. — Les éléments qui serviront de
« base à la fixation de la taxe seront les suivants :
« 1° le prix de la farine à l'exclusion de celui du
« blé ; 2° le rendement de la farine en pain ; 3° la
« prime de cuisson comprenant les frais de pani-
« fication, les frais généraux et le bénéfice commer-
« cial du boulanger.

« L'arrêté établissant la taxe devra à peine de
« nullité mentionner pour quelle somme chacun
« de ces éléments entre dans sa détermination.

« Article 4. — L'arrêté de taxe devra être notifié

Voir *Bulletin de l'Union des Syndicats de la Boulangerie Française*,
pages 126 et suivantes.

« individuellement par les soins de la municipalité
« à tous les boulangers établis dans la localité et ce
« dans le délai fixé pour son application.

« Cet arrêté pourra être de la part des boulangers
« et dans le délai de six jours francs à partir du jour
« de sa notification, l'objet d'un recours devant
« le Préfet du département.

« Pour qu'il y soit donné suite, ce recours, établi
« sur timbre, devra porter la signature du tiers au
« moins des boulangers établis dans la commune.
« Cet acte spécifiera celui ou ceux des éléments de
« la taxe donnant lieu à la réclamation ; il désignera
« également la personne choisie par les réclamants
« pour faire partie de la Commission dont il sera
« parlé à l'article suivant ; le Préfet devra délivrer
« un récépissé du dépôt du recours.

« Article 5. — Il sera institué, pour examiner ce
« recours une Commission arbitrale composée de
« trois membres désignés : le premier par le
« Président de la Chambre de Commerce dans le
« ressort de laquelle se trouvera la commune
« intéressée ; le second, par le Maire de ladite com-
« mune, et le troisième par les réclamants. L'arbitre
« désigné par la Chambre de Commerce remplira
« les fonctions de président.

« Article 6. — Dans un délai de trois jours francs
« à compter du recours, le Préfet devra en donner

« communication au maire, ainsi qu'au Président
« de la Chambre de Commerce.

« Dans les dix jours qui suivront, le Maire et
« le Président de la Chambre de Commerce devront
« faire connaître au Préfet le nom de l'arbitre qu'ils
« auront choisi.

« A défaut de désignation des arbitres soit par
« le Maire, soit par la Chambre de Commerce, il
« y sera pourvu d'office par le Préfet dans un délai
« de huit jours.

« Article 7. — Aussitôt ces formalités remplies,
« le Préfet transmettra le dossier du recours au
« Président de la Commission qui devra la réunir
« dans un délai de huit jours. Le Maire et les
« boulangers réclamants seront invités par le
« Président de la Commission à comparaître devant
« elle dès la première réunion pour présenter leurs
« observations soit verbalement, soit par écrit ;
« ils pourront se faire assister d'un Conseil.

« Le rapport de la Commission contenant ses
« conclusions sera remis au Préfet par son Président
« dans le délai maximum de quinze jours à dater
« du jour de sa première réunion.

« Article 8. — Le Préfet statuera sur le recours et
« notifiera sa décision au Maire et aux réclamants
« dans les huit jours qui suivront le dépôt du
« rapport de la Commission.

« Dans le cas où cette décision entraînerait une

« modification, le Maire devra prendre le nouvel
« arrêté de la taxe dans un délai de trois jours.

« Article 9. — Les intéressés pourront, dans les
« six jours qui suivront la décision du Préfet, en
« appeler au Ministre de l'Agriculture. Ce dernier,
« après avis d'une Commission arbitrale désignée
« par lui et devant laquelle comparaitront le Maire
« et les réclamants, décidera définitivement sans
« appel.

« Sa décision sera exécutoire dans les trois jours
« qui suivront sa notification au Maire et aux
« boulangers.

« Article 10. — Le recours au Préfet et l'appel
« devant le Ministre de l'Agriculture ne seront pas
« suspensifs de l'arrêté municipal ou préfectoral
« ayant donné lieu au conflit ».

Ce projet de loi n'eut pas plus de succès que les précédents. Malgré ces insuccès, M. Mougeot alors Ministre de l'Agriculture, en dépose un nouveau qui présente beaucoup d'analogies avec le précédent.

« Article 1^{er} — Les municipalités n'auront la
« faculté d'établir une taxe pour le pain que
« lorsque le prix du kilogramme de pain de
« première qualité dépassera chez la moitié plus un
« des boulangers de la localité : quarante centimes
« pour les villes de quinze mille habitants et

« au-dessus, et trente-cinq centimes pour les villes
« de moins de quinze mille habitants.

« Ces prix limites pourront être modifiés par
« arrêté du Ministre de l'Agriculture.

« Article 2. — La dénomination ni la forme des
« pains ne peuvent être indicatives du poids.

« Les pains dits de luxe ne peuvent pas être
« soumis à la taxe. — Ils peuvent se vendre au poids
« où à la pièce.

« Article 3. — Les éléments qui serviront de base
« à la fixation de la taxe qui devra être établie
« mensuellement, sont les suivants : 1^o Le prix de la
« farine à l'exclusion de celui du blé ; 2^o le ren-
« dement de la farine en pain ; 3^o la prime de cuisson
« comprenant les frais de panification, les frais
« généraux et le bénéfice commercial du boulanger.

« L'arrêté établissant la taxe devra à peine de
« nullité mentionner pour quelle somme chacun
« de ces éléments entre dans sa détermination. Il
« ne pourra contenir aucune autre prescription que
« celles relatives à la taxation du prix du pain.

« Article 4. — L'arrêté de taxe devra être notifié
« individuellement par les soins de la municipalité
« à tous les boulangers établis dans la localité et ce
« dans le délai fixé pour son application.

« Cet arrêté pourra être de la part des boulangers
« et dans un délai de six jours francs à partir du
« jour de sa notification, l'objet d'un recours devant

« le Préfet du département. Pour qu'il y soit donné
« suite, ce recours établi sur timbre, devra porter
« la signature du tiers au moins des boulangers
« établis dans la commune. Cet acte spécifiera celui
« ou ceux des éléments de la taxe donnant lieu à la
« réclamation ; il désignera également la personne
« choisie par les réclamants pour faire partie de la
« Commission dont il sera parlé à l'article suivant.
« Le Préfet devra délivrer un récépissé du dépôt du
« recours.

« Article 5. — Il sera institué pour examiner ce
« recours une Commission arbitrale composée de
« trois membres désignés : le premier par le
« Président de la Chambre de Commerce dans le
« ressort de laquelle se trouve la commune inté-
« ressée ; le second par le Maire de ladite commune
« et le troisième par les réclamants. — L'arbitre
« désigné par la Chambre de Commerce remplira
« les fonctions de Président.

« Article 6. — Dans un délai de trois jours francs
« à compter du dépôt du recours, le Préfet devra
« en donner communication au Maire ainsi qu'au
« Président de la Chambre de Commerce.

« Dans les dix jours qui suivront, le Maire et le
« Président de la Chambre de Commerce devront
« faire connaître au Préfet le nom de l'arbitre qu'ils
« auront choisi.

« A défaut de désignation des arbitres soit par le

« Maire, soit par la Chambre de Commerce, il y sera
« pourvu d'office par le Préfet dans un délai de huit
« jours.

« Article 7. — Aussitôt ces formalités remplies,
« le Préfet transmettra le dossier du recours au
« Président de la Commission qui devra la réunir
« dans un délai de huit jours. Le Maire et les
« boulangers réclamants seront invités par le
« Président de la Commission à comparaître devant
« elle dès la première réunion pour présenter leurs
« observations, soit verbalement, soit par écrit; ils
« pourront se faire assister d'un Conseil.

« Le rapport de la Commission contenant ses
« conclusions sera remis au Préfet par son Pré-
« sident dans un délai maximum de quinze jours
« à dater du jour de sa première réunion.

« Article 8. — Le Préfet statuera sur le recours
« et notifiera sa décision au Maire et aux récla-
« mants dans les huit jours qui suivront le dépôt
« du rapport de la Commission.

« Dans le cas où cette décision entraînerait une
« modification de la taxe, le Maire devra prendre
« le nouvel arrêté de taxe dans les trois jours.

« Article 9. — Les intéressés pourront dans les six
« jours qui suivront la décision du Préfet, en
« appeler au Ministre de l'Agriculture. Ce dernier
« après avis d'une Commission arbitrale constituée
« de la même manière que la première avec d'autres

« membres, et devant laquelle comparaitront le
« Maire et les réclamants, décidera définitivement
« sans appel dans le délai d'un mois.

« Sa decision sera exécutoire dans les trois jours
« qui suivront sa notification au Maire et aux bou-
« langers.

« Article 10. — Le recours au Préfet et l'appel
« devant le Ministre de l'Agriculture ne sont pas
« suspensifs de l'arrêté municipal ou préfectoral
« ayant donné lieu au conflit.

« Article 11. — Dans le cas de taxation de la
« viande par les municipalités, la taxe sera établie
« mensuellement par un arrêté qui devra à peine
« de nullité, mentionner les éléments de la taxe
« et la somme pour laquelle chacun de ces éléments
« entre dans l'établissement de la dite taxe.

« Les dispositions générales des articles 4, 7, 9 et
« 10, seront applicables au commerce de la bou-
« cherie

« Article 12. — Toutes les dispositions antérieures
« contraires à la présente loi seront abrogées ».

Ce projet de loi, ainsi que nous l'avons dit, est à peu près identique à celui de M. Dupuy, sauf que dans son article 1^{er}, il a été ajouté que les prix limites pourront être modifiés par arrêté du Ministre de l'Agriculture et que dans l'article 3, il a été également ajouté que la taxe devra être établie

mensuellement et qu'elle ne pourra contenir aucune autre prescription que celles relatives à la taxation du pain.

La forme de l'article 2, relative au poids du pain a été aussi quelque peu modifiée en ce sens qu'il y a été inséré cette clause, que la dénomination, ni la forme du pain ne peuvent être indicatives de son poids.

M. Dujardin-Beaumetz a fait sur le projet de loi Mougeot, un rapport dans lequel il a très nettement exposé la situation de la boulangerie, montré quels pouvaient être les inconvénients et les avantages de la taxe, mais malheureusement en tenant à tort trop grand compte de ces derniers.

C'est ainsi, qu'il ne veut pas reconnaître à la concurrence, le pouvoir d'abaisser et cela, mieux que n'importe quelle taxe, le prix du pain, « il a suffi, « dit-il, que la boulangerie soit considérée comme « un commerce présentant très peu d'aléas et ne « subissant jamais de morte saison pour qu'elle eût « tenté un grand nombre de personnes possédant un « modeste pécule et désireux de l'utiliser sans l'a- « venturer ».

Nous sommes d'accord avec le rapporteur sur ce point que la boulangerie ne souffre jamais de morte saison, mais encore, faut-il que le boulanger avant de s'installer sache d'abord s'il aura une clientèle assurée ; car, sinon il est probable qu'il en sera de

même pour la boulangerie que pour les autres branches de commerce ; c'est-à-dire que celui qui a des capitaux ne les dépensera pas en création d'un nouvel établissement, s'il voit qu'il n'a pas de bénéfices assurés.

M. Dujardin-Beaumetz paraît surtout vouloir maintenir le droit de réglementation pour le cas de guerre, mais nous avons déjà réfuté cet argument.

Par contre, il modifie le projet de loi Mougeot en ce qu'il supprimait la taxe tant que le prix du pain ne dépassait pas un certain prix et la rétablissait lorsqu'il le dépassait.

M. Dujardin-Beaumetz, maintient aux Maires la faculté de taxer en apportant seulement aux boulangers quelques garanties — qui au fond ne sont qu'apparentes — sur la manière dont serait établie la taxe, et en leur facilitant les voies de recours.

Voici d'ailleurs le projet de loi qui termine le rapport de M. Dujardin-Beaumetz et dont la Chambre entreprendra peut être la discussion un jour à venir.

« Article 1^{er}. — La faculté pour les Municipalités
« d'établir une taxe sur le pain ne s'étend pas aux
« pains dits de luxe et de fantaisie.

« Article 2. — La dénomination ni la forme des
« pains ne peuvent être indicatives du poids.

« Les pains dits de luxe et de fantaisie peuvent
« se vendre au poids ou à la pièce.

« Article 3. — Les éléments qui serviront de base
« à la fixation de la taxe qui devra être établie
« mensuellement, seront les suivants : 1° le prix
« de la farine à l'exclusion de celui du blé ; 2° le
« rendement de la farine en pain ; 3° la prime de
« cuisson comprenant les frais de panification, les
« frais généraux et le bénéfice commercial du
« boulanger.

« L'arrêté établissant la taxe devra à peine de
« nullité, mentionner pour quelle somme chacun
« de ces éléments entre dans sa détermination. Il
« ne pourra contenir aucune autre prescription que
« celles relatives à la taxation du prix du pain.

« Article 4. — L'arrêté de taxe devra être notifié
« individuellement par les soins de la municipalité
« à tous les boulangers établis dans la localité et ce
« dans le délai fixé pour son application.

« Cet arrêté pourra être de la part des boulangers
« et dans un délai de six jours francs à partir du
« jour de sa notification, l'objet d'un recours
« devant le Préfet du département. Pour qu'il y soit
« donné suite, ce recours établi sur timbre devra
« porter la signature du tiers au moins des boulan-
« gers établis dans la commune. Cet acte spécifiera
« celui ou ceux des éléments de la taxe donnant lieu
« à la réclamation ; il désignera également la per-

« sonne choisie par les réclamants pour faire partie
« de la commission dont il sera parlé à l'article
« suivant.

« Le recours aura pour effet de déférer à l'examen
« de cette commission et à la décision du Préfet
« non seulement l'arrêté qui l'a provoqué mais aussi
« l'arrêté mis en vigueur postérieurement.

« Le Préfet devra délivrer un récépissé du dépôt
« des recours.

« Article 5. — Il sera institué pour examiner ce
« recours une commission arbitraire composée de
« trois membres, désignés : le premier, par le
« Président de la Chambre de Commerce dans le
« ressort de laquelle se trouvera la commune
« intéressée ; le second par le Maire de ladite
« commune et le troisième par les réclamants.
« L'arbitre désigné par la Chambre de Commerce
« remplira les fonctions de Président.

« Article 6. — Dans un délai de trois jours francs
« à compter du dépôt du recours, le Préfet devra
« en donner notification au Maire, ainsi qu'au
« Président de la Chambre de Commerce.

« Dans les dix jours qui suivront, le Maire et le
« Président de la Chambre de Commerce devront
« faire connaître au Préfet le nom de l'arbitre qu'ils
« auront choisi.

« A défaut de désignation des arbitres soit par
« le Maire soit par la Chambre de Commerce, il y

« sera pourvu d'office par le Préfet dans un délai de
« huit jours.

« Article 7. — Aussitôt ces formalités remplies,
« le Préfet transmettra le dossier du recours au
« Président de la Commission qui devra la réunir
« dans un délai de huit jours, le Maire et les
« boulangers réclamants seront invités par le
« Président de la Commission à comparaître devant
« elle dès la première réunion pour présenter leurs
« observations soit verbalement soit par écrit ; ils
« pourront se faire assister d'un Conseil.

« Le rapport de la Commission contenant ses
« conclusions sera remis au Préfet par son Président
« dans un délai maximum de quinze jours à dater
« du jour de sa première réunion.

« Article 8. — Le Préfet statuera sur le recours et
« notifiera sa décision au Maire et aux réclamants
« dans les huit jours qui suivront le dépôt du
« rapport de la Commission.

« Dans le cas où cette décision entraînerait une
« modification de la taxe, le Maire devra prendre le
« nouvel arrêté de taxe dans un délai de trois jours.

« Article 9. — Les intéressés pourront dans les
« six jours qui suivront la décision du Préfet, en
« appeler au Ministre de l'Agriculture. Ce dernier
« après avis d'une Commission arbitrale constituée
« de la même manière que la première, avec
« d'autres membres et devant laquelle comparaitront

« le Maire et les réclamants décidera définitivement
« sans appel dans le délai d'un mois.

« Sa décision sera exécutoire dans les trois jours
« qui suivront sa notification au Maire et aux
« boulangers.

« Article 10. — Le recours au Préfet et l'appel
« devant le Ministre de l'Agriculture ne sont pas
« suspensifs de l'arrêté Municipal ou Préfectoral
« ayant donné lieu au conflit.

« Article 11. — Dans le cas de taxation de la
« viande par les Municipalités, la taxe sera établie
« mensuellement par un arrêté qui devra à peine de
« nullité mentionner les éléments de la taxe et la
« somme pour laquelle chacun de ces éléments
« entre dans l'établissement de ladite taxe.

« Les dispositions générales des articles 4, 5, 6, 7,
« 8, 9, et 10 seront applicables au commerce de la
« boucherie.

« Article 12. — Toutes les dispositions contraires
« à la présente loi sont abrogées ».

CONCLUSION

La taxe du pain doit-elle être maintenue telle qu'elle existe actuellement ; doit-elle simplement être modifiée ; ou bien est-il nécessaire de la supprimer complètement ?

Telles sont les trois questions que nous pouvons maintenant nous poser et auxquelles l'étude que nous venons de faire nous permettra de répondre.

Comme tous les autres corps de métiers, la boulangerie, sous l'ancien régime, a fait l'objet de nombreuses réglementations, mesures que justifiaient spécialement pour elle les multiples famines subies par la France.

Nous avons pu voir par l'exposé que nous avons donné de la situation créée par une disette en 1812, que cela pouvait avoir été une nécessité pour le Gouvernement de conserver un pouvoir réglementaire, car si la Révolution avait en droit aboli toutes les entraves qui pouvaient gêner la libre circulation

des grains dans le pays et par suite assurer une régularité dans le prix du pain, en fait, elles continuaient à subsister, et les lettres adressées par le Ministre au Préfet du Calvados en 1812, en sont un témoignage.

Mais, par contre, si des mesures s'imposaient, encore est-il que la loi de 1791 n'aurait pas dû soumettre comme elle l'a fait toute une branche de commerce et non des moins importantes aux appréciations arbitraires de maires, qui, pour être souvent des administrateurs aussi compétents que dévoués des affaires de leurs communes, ne sont pour la plupart que peu versés dans les questions spéciales de la fabrication du pain et par conséquent dans l'incapacité la plus absolue d'établir d'une façon équitable le prix auquel ce pain devra être vendu pour concilier ces deux intérêts si opposés, savoir : assurer au vendeur une rémunération suffisante de son travail, et à l'acheteur une certitude que le pain sera fourni au plus bas prix possible.

Nous avons vu quelles avaient été les conséquences de ce pouvoir qui leur était accordé : application de taxes, soit officielles, soit officieuses, basées sur le prix du blé ou sur le prix des farines.

Pour les taxes sur les blés, nous avons établi qu'elles doivent être supprimées pour cette raison que, si dans les débuts de leur application les

boulangers achetaient eux-mêmes le plus souvent leur blé à la halle, il n'en est plus de même aujourd'hui où les besoins de la consommation les forcent à s'approvisionner au loin, et que, par conséquent, on ne peut plus taxer le pain en se basant sur le prix de blés qui n'entrent pas dans sa composition.

Quant à la taxe du pain basée sur le prix des farines, elle ne peut davantage être établie d'une façon suffisamment équitable pour qu'on puisse demander son maintien.

Ne voudrait-on pas reconnaître la valeur des arguments que nous avons fait valoir contre elle que, cependant, on serait forcé d'avouer qu'il est impossible pour un maire d'établir le montant de la prime de cuisson accordée aux boulangers, de manière à ce qu'ils aient tous un même bénéfice ; pour cela il faudrait admettre que les frais généraux soient les mêmes pour chacun d'eux ; ce qui n'est pas ; or, si l'on veut qu'une loi soit fidèlement exécutée, il faut la faire égale pour tous.

Si on ne doit pas conserver les systèmes de taxes qui sont en vigueur actuellement, ne serait-il pas possible sans les supprimer d'y apporter des modifications qui les rendraient plus équitables ?

Depuis le décret de 1863, plusieurs projets de loi ont été déposés ; les premiers demandaient pure-

ment et simplement l'abrogation de la loi de 1791, c'est-à-dire le régime de la liberté complète.

Avec les projets de loi Dupuy et Mougeot, c'est également la suppression de la taxe, mais seulement tant que le prix du pain ne dépasse pas un certain chiffre suivant l'importance de la population.

Enfin Dujardin-Beaumetz demande purement et simplement le maintien du droit de taxer le pain, à l'exclusion toutefois des pains de fantaisie, et en assurant aux boulangers un recours efficace contre les arrêtés qui pourraient leur préjudicier.

La taxe basée sur le prix du blé serait rejetée, mais par contre même en adoptant la taxe basée sur le prix des farines, on ne peut faire autrement que de tenir compte des frais généraux, dans les éléments qui concourent pour son établissement ; et, comme il est impossible d'obtenir qu'ils soient les mêmes pour tous les boulangers d'une même ville, — ainsi que nous l'avons déjà dit — forcément la taxe ne sera pas juste. Il en serait d'ailleurs de même pour tout système de taxation qu'on adopterait.

Il est intéressant de faire cette remarque : que depuis 1863 on a d'abord, dans les débuts demandé à la Chambre la liberté complète mais que depuis, on est revenu en arrière en demandant simplement des modifications au système actuel.

Pourquoi ce recul ? Nous y voyons une preuve de plus, du malaise dans lequel se trouve le

commerce de la boulangerie, qui considérant comme insurmontables les obstacles auxquels elle se heurtait lorsqu'il demandait la suppression complète a préféré chercher à obtenir des modifications au système actuel plutôt que de se voir tout refuser.

Nous ne sommes pas partisans de ces concessions qui auraient pour conséquence de placer pour longtemps encore la boulangerie sous la dépendance des Maires et retarderaient encore davantage le moment où la liberté complète sera accordée. Car nous ne voyons pas pourquoi pareille liberté ne serait pas donnée en France. alors que dans toutes les autres nations, nous ne trouvons en vigueur que la seule loi de la libre concurrence.

Lorsque nous avons étudié les arguments que l'on peut faire valoir en faveur de la suppression complète de taxe, nous avons démontré que si elle était supprimée, ce serait le pain à bon marché ; et n'est-ce pas là un but vers lequel devraient tendre tous les efforts d'un pays aussi essentiellement démocratique que le nôtre !

Assurer le pain à bon marché à la classe ouvrière ne serait-ce pas là le complément indispensable des mesures législatives qui sont prises pour l'amélioration du sort des classes laborieuses !

Ce but, on a tort de vouloir prétendre l'atteindre par le maintien d'une taxe, dont le seul mérite est

d'entraver toute une industrie dans son essor, en l'empêchant par des réglementations quasi féodales de suivre les progrès des autres !

« Le comble de l'injustice, de l'atrocité et de la
« folie est de taxer le prix d'une denrée que vous
« n'avez pas achetée. Vous n'avez pas ce droit sur
« les particuliers. Qui est-ce qui peut calculer et
« savoir quel déchet, quelle perte je puis avoir fait.
« — Je puis acheter cher — C'est à moi si j'ai été
« dupé à m'en tirer le mieux que je pourrai, mais
« personne n'a droit de s'en mêler. — Règle générale
« le prix du pain ne doit être fixé que quand c'est le
« Gouvernement lui-même qui l'a acheté et que
« c'est le grenier public qui le fournit au peuple.
« Alors, ce n'est plus une spéculation de particulier
« ni une affaire de commerce (1) ».

(1). Abbé GALLIANI. *Dialogue sur le Commerce des blés.*

APPENDICE

Nous avons jusqu'ici étudié la réglementation administrative de la boulangerie en ce qu'elle peut avoir de critiquable, c'est-à-dire lorsqu'elle s'occupe de la vente au poids et lorsqu'elle taxe le prix du pain.

Mais à côté de ces mesures administratives, il en est d'autres qui doivent être prises dans l'intérêt des particuliers pour les protéger contre les abus auxquels pourraient se livrer certains boulangers.

Il y a d'abord une législation générale, la loi du 27 mars 1851 qui punit d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende qui ne peut être inférieure à 50 francs ceux qui falsifient les substances alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues et ceux qui mettent en vente ces mêmes substances ou denrées qu'ils savent être falsifiées ou corrompues.

Mais ce ne sont là que des mesures générales, et pour empêcher un boulanger de vendre du pain corrompu, il faudra qu'une plainte soit adressée contre lui avant que des poursuites soient exercées.

Certains, qui croiront y voir leur intérêt, préféreront ne pas se plaindre, parce que le pain qui leur est ainsi livré est peut-être vendu à un très bas prix, alors qu'ils seraient obligés de le payer plus cher s'il était de bonne qualité. Enfin il peut être entré dans la composition du pain ou dans sa fabrication certaines substances qui peuvent être nuisibles à la santé publique et dont cependant un simple particulier ne pourra se rendre compte.

Il était donc nécessaire que des mesures plus particulières soient prises en vue d'assurer que le pain mis en vente par les boulangers fût de bonne qualité, c'est ce qu'a fait le législateur dans la loi du 5 avril 1884 quand il a confié aux maires « l'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids et à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vente » (art. 97, al. 5).

Le maire est donc libre de prendre tous les arrêtés qu'il jugera utiles pour assurer la salubrité du pain mis en vente.

Plus donc besoin de plainte pour arrêter la fabrication de pain de mauvaise qualité, le Maire pourra ordonner que les boulangeries seront visitées fréquemment par des experts chargés de vérifier

la fabrication du pain ou même simplement de procéder à l'analyse de celui mis en vente.

S'il est reconnu qu'il est défectueux, il pourra être immédiatement saisi, et on pourra éviter ainsi des épidémies qui, vu la grande consommation, pourraient rapidement prendre des proportions énormes.

Dans presque toutes les villes, les Maires, usant de leur droit, prennent des arrêtés à ce sujet, mais ils varieront suivant l'importance des villes, car les règlements doivent en effet être différents suivant qu'il s'agit de grandes ou de petites communes. Il y a en effet des limites qu'il faut observer, et c'est ce que M. Waldeck-Rousseau, lorsqu'il était Président du Conseil, disait au Sénat, dans la séance du 20 décembre 1900 : « J'ai hâte de dire que dans les communes de 500 ou de 1,000 habitants où l'agglomération est souvent peu considérable par suite de la dispersion de la population, lorsqu'il s'agira de prescrire certaines mesures nécessitées surtout par l'agglomération des habitants; il est clair que ce seront des mesures en quelque sorte élémentaires... (1) ».

D'ailleurs, les Maires avaient déjà, avant 1884, le droit de régler cette matière comme ils le jugeaient convenable, car le décret de 1863 leur

(1) Cité dans le *Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Calvados*, année 1903, n° 11, page 236.

avait maintenu le libre exercice de leurs droits de police (1).

Comme exemple des mesures qui peuvent être prises nous citerons une ordonnance du Préfet de Police de Paris du 15 septembre 1877.

« Nous Préfet de Police : Vu la loi des 16-24 août
« 1790 et celles des 19-22 juillet 1791 ; Vu les
« arrêtés des Consuls, des 12 messidor an 8 et
« 3 brumaire an 9 ; Vu la loi du 7 août 1830 ; Vu le
« rapport du Conseil d'hygiène publique et de
« salubrité du département de la Seine en date du
« 24 août dernier.

« Considérant que les bois provenant des
« démolitions ou ayant servi à des usages
« industriels (traverses des chemins de fer, poteaux
« télégraphiques, etc.) ont été pour la plupart
« enduits de peintures à base de plomb, de cuivre,
« de zinc, ou injectés dans un but de conservation
« de solutions salines, minérales ;

« Que ces bois ne sauraient sans danger pour la
« santé publique être utilisés pour le chauffage de
« leurs foyers, attendu qu'ils laissent après leur
« combustion des cendres contenant des substances
« toxiques qui peuvent s'attacher aux parois du
« foyer et adhérer au pain et aux pièces de pâtisserie

(1). Voir *Circulaire* de M. Béhic du 3 août 1863, rapportée au D. P., 63, 3, 53, et 22 août 1863 (D. P., 63, 3, 144).

« pendant et après la cuisson, ordonnons ce qui
« suit :

« Article 1^{er} — Il est formellement interdit de
« faire usage pour le chauffage des fours de
« boulangerie et de pâtisserie de bois ayant été
« enduits de peinture ou ayant subi des
« préparations chimiques quelconques.

« Article 2. — Les contraventions à la présente
« ordonnance seront constatées par des procès-
« verbaux ou rapports (1) ».

Dans les petites villes, et dans les communes, les
Maires prendront seulement des arrêtés généraux ;
et ne s'occuperont que de la fabrication même du
pain..

C'est ainsi encore que dans notre département, le
1^{er} décembre 1903, le Maire de Tilly-sur-Seulles
considérant qu'il appartient à l'autorité municipale
de veiller à la salubrité des marchandises et denrées
exposées en vente a décidé :

« Article 2. — Il est enjoint à tout boulanger de
« fabriquer le pain dans les qualités et selon les
« divisions de poids prescrites par les règlements:
« Le pain sera constamment bon, loyal et marchand.

« Article 3. — Il est expressément défendu aux
« boulangers d'introduire dans leur pâte aucun

(1). Voir DALLOZ, *Supplément au Répertoire V^o - Boulangerie*,
note 2, sous le n^o 88.

« ingrédient ou substance de nature à porter atteinte
« à la sécurité publique ».

Naturellement, ce droit des Maires a été discuté, mais il est reconnu par de nombreux arrêts, qu'ils peuvent prendre toute mesures qu'ils croient utiles, empêcher la vente du pain de mauvaise qualité (1), et même encore si les boulangers vendent au-dessous de la taxe, ils peuvent s'assurer que la minimité du prix du pain vendu ne provient pas de ce qu'il est de mauvaise qualité (2).

Si le Maire doit veiller à la salubrité publique, il doit aussi faire en sorte que les boulangers prennent toutes les mesures nécessaires pour éviter des incendies qui sont toujours à craindre, surtout dans des appartements d'une température aussi élevée que celle de leurs fournils.

Le plus souvent il ne prendra pas un arrêté spécial concernant la boulangerie, mais lorsqu'il fixera par exemple la manière dont doivent être construites les cheminées, poêles, fourneaux et calorifères, l'entretien et le ramonage des cheminées, il lui réservera un chapitre spécial.

Nous trouvons un spécimen de mesures rigoureuses qui peuvent être prises dans ce cas dans une

(1) Cassation, 29 mai 1838, DALLOZ, 1870, 5, 38.

(2) Cassation, 21 juin 1851. DALLOZ, 1851, 5, 53. — 11 mars 1852. DALLOZ, 1852, 5, 57.

ordonnance du Préfet de police de la Ville de Paris
du 11 décembre 1852 :

« Vu : 1° les règlements et ordonnances des
« 26 janvier 1672, 11 avril 1698, 28 avril 1719,
« 20 janvier 1727, 10 février 1735, 15 novembre 1781
« et 24 novembre 1843, concernant les diverses
« mesures et précautions à prendre pour prévenir
« ou arrêter les incendies ;

« La loi du 24 août 1790 ;

« Les lois des 19-22 juillet 1791 ;

« Les arrêtés du Gouvernement des 12 messidor
« an 8 et 3 brumaire an 9 ;

« Considérant qu'il importe de rappeler aux
« habitants de Paris les obligations qui leur sont
« imposées par les règlements soit pour prévenir les
« incendies, soit pour concourir à les éteindre et
« d'apporter à ces règlements les modifications dont
« l'expérience a fait reconnaître l'utilité.

« Ordonnons ce qui suit :

« Titre IV. — Des fours, forges, usines et
« ateliers.

« Les fours, forges et usines à feu non compris
« dans la nomenclature des établissements classés,
« lesquels sont soumis à des règlements spéciaux
« ne pourront être établis dans l'intérieur de Paris
» sans notre permission. Le sol, le plafond et les

« parois des locaux où ils sont construits ne pourront
« être en bois.

« Il est défendu de déposer du bois ou autre
« matière combustible à découvert dans une partie
« du fournil.

« Le bois destiné à la consommation de chaque
« jour dans les établissements de boulangerie et de
« pâtisserie pourra après sa dessiccation rester dans
« les fournils, mais il devra être renfermé dans une
« construction spéciale en matériaux incombustibles
« fermant hermétiquement par une porte en fer.

« Les arcades situées sous les fours peuvent être
« affectées à cette destination en les fermant
« également par une porte en fer à demeure.

« Le bois de provision des boulangers et
« pâtisseries devra toujours être déposé hors du
« fournil dans un lieu où il ne puisse présenter
« aucun danger.

« Les soupentes, resserres, planchers et supports
« à pannetons et toutes constructions établies
« dans les fournils seront en matériaux incom-
« bustibles.

« Les étouffoirs et coffres à braise doivent être
« aussi en matériaux incombustibles. — Cette
« disposition s'applique également aux escaliers
« communiquant aux fournils ; ces escaliers devront
« d'ailleurs être d'un accès facile.

« Les pétrins et couchés à pain seront revêtus

« extérieurement de tôle quand ils se trouveront
« placés à moins de deux mètres de la bouche
« du four.

« Les glissoires de farine en bois avec fourreau en
« toile seront dans ce cas construites en zinc avec
« fourreau en peau ».

Comme nous venons de le voir, l'Aministration, du moment qu'il s'agit de la salubrité et de la sécurité publique, peut prendre toutes les mesures qu'elle juge nécessaires, et de cela on ne peut que se féliciter.

Il nous reste maintenant à dire un mot des ouvriers boulangers, car si de nombreuses mesures sont prises pour réglementer la fabrication du pain et sa vente, il est indispensable que l'Etat intervienne également pour les protéger et les aider dans leurs revendications.

Le travail auquel ils se livrent est des plus pénibles et si des lois ont été prises tout récemment pour leur assurer comme aux autres, certaines garanties au point de vue de l'hygiène et de la salubrité du travail (1) il n'en est pas moins vrai que pour la plupart, ils ne tombent pas sous l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

(1). Décret du 29 novembre 1904, rapporté au *Bulletin des Lois*, n° 45795, page 1236, 1905, 1^{er} semestre.

Celle-ci ne s'applique qu'aux ouvriers boulangers travaillant dans les fournils où il est fait usage de pétrins mécaniques. Or, les entraves de toutes sortes que subit la boulangerie font obstacle à son développement et empêchent de généraliser l'installation de ces outils de progrès, si bien que la plupart des ouvriers boulangers n'ont pour tout recours en cas d'accident pendant le travail que l'article 1382 du Code Civil, c'est-à-dire qu'ils doivent soutenir un procès à leurs frais pour finalement très souvent succomber faute de pouvoir fournir la preuve qui leur incombe.

La loi de 1898 s'appliquera encore, il est vrai lorsqu'ils se livreront au transport de la farine ou du pain dans des voitures attelées de chevaux, mais dans beaucoup de boulangeries ce ne sont pas les ouvriers eux-mêmes qui s'occupent de ces transports.

Il est regrettable pour eux comme pour beaucoup d'autres, d'ailleurs que la proposition présentée par Félix Faure en 1886 n'ait pas été adoptée.

L'article 1^{er} en était ainsi conçu :

« Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole (sans préjudice de la responsabilité qui lui incombe aux termes du droit commun) encourt une responsabilité spéciale à raison du risque professionnel et doit en conséquence dans les limites fixées à l'article ci-après

venir en aide à tout ouvrier ou employé victime d'un accident dans l'exécution de son travail (1) ».

Comme on le voit cette proposition avait un caractère beaucoup plus général que la loi du 9 avril 1898.

Depuis longtemps déjà les ouvriers boulangers ont compris qu'ils devaient se grouper en syndicats, s'ils voulaient obtenir l'amélioration de leur condition.

Nous avons même vu des grèves éclater dans certaines villes où leur revendications n'étaient pas écoutées.

Ces grèves ont eu pour objet, soit l'augmentation des salaires, soit la suppression du travail de nuit, soit enfin la suppression du travail du dimanche.

Au point de vue salaire, il est certain que les ouvriers boulangers ne sont en général pas aussi bien partagés que ceux qui exercent d'autres professions cependant beaucoup moins pénibles que la leur, mais tant que le commerce de la boulangerie ne sera pas libre, il est peu probable qu'ils puissent obtenir des améliorations bien sérieuses.

En 1848, à Paris, leurs nombreuses plaintes étaient parvenues jusqu'au Préfet de Police qui, par une ordonnance du 28 mars, avait réglementé le

(1). DALLOZ. J. G. 1898, 4^e partie, page 52, note 4.

prix de leur travail ; cette ordonnance était rendue sur l'avis motivé de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs et, sur cette considération « que de toutes les professions, il n'en est pas « de plus pénible que celle des ouvriers boulangers ; « qu'il est dès lors aussi équitable que nécessaire « de pourvoir à l'amélioration de leur sort (1) ».

Malheureusement, elle ne fut pas longtemps en vigueur, car elle fut rapportée le 15 février 1850.

Si on ne peut espérer voir le salaire des ouvriers boulangers augmenter dès maintenant, par contre, il est des mesures que le Gouvernement pourrait prendre, c'est-à-dire interdire le travail de nuit et le travail du dimanche.

Peut-être en souffririons-nous un peu, car il nous faudrait renoncer à avoir tous les matins du pain frais, mais nous devons nous rendre compte que si dans les grandes boulangeries les ouvriers travaillant par équipes peuvent facilement prendre le repos nécessaire, il n'en est pas de même dans les boulangeries de moindre importance où, jour et nuit, il leur faut être au travail.

Sur ce point donc, il serait nécessaire que le législateur supplée à leur impuissance et stipule pour eux, peut-être quelquefois malgré eux, des

(1). Voir *Annuaire de la Boulangerie de Paris* pour l'exercice de l'an 1861, page 386.

conditions de travail qui leur permettent de vivre une existence humaine.

D'ailleurs, loin de préjudicier aux patron boulangers, de telles mesures ne pourraient que lui profiter, car dans grand nombre d'établissements, son premier ouvrier : c'est lui-même.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,
Raoul BIVILLE.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
Edmond VILLEY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZÉVORT.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	PAGES I
--------------------	------------

PREMIÈRE PARTIE

Etude historique de la Boulangerie en France

CHAPITRE I ^{er} . — Considérations Générales	5
CHAPITRE II. — La Boulangerie depuis le XII ^e siècle jusqu'en 1789	9
CHAPITRE III. — Situation Economique de la France avant la Révolution de 1789	16
CHAPITRE IV. — La Boulangerie depuis 1789 jusqu'au décret du 22 juin 1863	26

DEUXIÈME PARTIE

Du Poids du Pain

CHAPITRE I ^{er} . — De la Réglementation actuelle	47
CHAPITRE II. — De l'Exactitude du Poids du Pain mis en vente	51
CHAPITRE III. — La Forme du Pain doit-elle être indicative de son poids?	61
CHAPITRE IV. — Dans quels cas devrait s'appliquer la loi du 27 mars 1851	75

TROISIÈME PARTIE

La Taxe du Pain	79
CHAPITRE I ^{er} . — Des différents modes de taxer.	83
SECTION I. — Taxe basée sur le prix du blé	93
Des marchés à cuisson.....	97
SECTION II. — Taxe basée sur le prix des farines.....	105
CHAPITRE II. — Des arguments invoqués en faveur du maintien de la taxe.....	109
CHAPITRE III. — Des arguments en faveur de la suppression de la taxe	112
SECTION I. — Réfutation des arguments pour le main- tien de la taxe.	112
SECTION II. — Arguments en faveur de la suppression	118
SECTION III. — Du droit de recours accordé aux bou- langers contre les arrêtés des maires.....	127
SECTION IV. — De la taxe du pain à l'étranger.....	130

QUATRIÈME PARTIE

Des Projets de loi déposés depuis 1863 en vue de modifier le régime de réglementation actuelle.. ..	133
CONCLUSION	149
APPENDICE	155

